

la gauche

#01

Belgie - Belgique
P.B.
1/9352
Afgiftekantoor Brussel 7

PRIX: 1,50 EURO
46^e ANNEE • MARS 2004

Comprendre le monde pour le changer

MENSUEL EDITÉ PAR LE PARTI OUVRIER SOCIALISTE (POS)

Irak: les lendemains qui **déchantent**



éd. resp. David Dessers, Rue Plantin 20, 1070 Bruxelles

www.sap-pos.org

DÉBAT:
Quelle tactique
électorale pour la
gauche états-unienne?



© Franck Houlgatte

ENTRETIENS avec Olivier Besancenot et Alain Krivine

Un Facteur nommé **BESANCENOT**

L'Ambassade Universelle (A.U.), installée dans les locaux inoccupés de l'ambassade de Somalie, a été mise en place par les sans-papiers il y a trois ans. L'A.U. a pour fonction première l'accueil d'urgence de sans-papiers. C'est un espace où les sans-papiers peuvent partager leur expérience, s'entraider et développer une parole publique. Rencontre avec Mohamed Benzouia. PAR LISE SLAMA

L'Ambassade Universelle

"Nous ne faisons pas de l'humanitaire, mais de la politique"

Comment fonctionne l'Ambassade Universelle?

Mohamed Benzouia. Il n'y a pas de règlement formel. Les habitants se réunissent une fois par semaine entre eux, puis une autre fois, le mercredi à 18h, à l'Ambassade, avec les bénévoles. Les gens se chargent de tâches en fonctions de leurs affinités et disponibilités. De plus, les bénévoles ont créé une ASBL, ce qui a permis d'ouvrir un compte finançant les charges du bâtiment et où l'on reçoit les soutiens financiers.

Quelles sont les activités que propose l'A.U.?

M.B. Au début, c'était seulement un lieu pour dormir. Puis, on a commencé à éditer un journal de quatre pages. On a organisé des tables d'hôtes. Aujourd'hui, des bénévoles assurent une école de devoirs pour les enfants des familles, ainsi que des cours de langue pour les adultes.

Quelle aide juridique est apportée ici?

M.B. Il existe un arbitraire extraordinaire par rapport aux sans-papier du fait que l'Office des Etrangers échappe à tout contrôle parlementaire et judiciaire. Ici, il y a deux juristes parmi les bénévoles qui font le suivi des dossiers et expliquent quelles sont les procédures. Il faut savoir que, même après avoir été régularisé, on continue à avoir des difficultés avec l'administration. Ainsi, le CPAS de Bruxelles-ville refuse de verser une aide à toute personne donnant pour adresse celle de l'Ambassade.

Est-ce que les gens qui sont régularisés participent par la suite au fonctionnement de l'A.U.?

M.B. Il y a environ cent personnes qui sont passées ici. La plupart du temps, on ne les revoit plus. Le parcours de la clandestinité est tellement dur, surtout au niveau psychologique. Beaucoup sont maintenant régularisés et n'arrivent pas à reprendre une vie normale. On est tellement cassé, c'est très profond, et souvent on ignore l'aspect de l'impact psychologique de la clandestinité.

Sur votre site (<http://www.universal-embassy.be>), VOUS affirmez que votre action n'est pas "humanitaire" ...

M.B. Ce n'est pas de l'humanitaire, et encore moins de l'as-

sistanat. C'est un projet de vie communautaire accompagné d'un travail politique interne et externe (participation au camp No Border à Strasbourg, au Forum Social Européen, dans des plateformes comme la Coordination pour la Liberté d'Installation et de Circulation (CLIC) et le Forum Asile Emigration).

Il s'agit donc d'une action clairement politique?

M.B. Oui, c'est de la politique. Le fait que des sans-papiers vivent dans cet espace est en soi déjà de la politique. De plus, les habitants s'impliquent en dehors de l'A.U. Il y a un problème qui commence à se résoudre: c'est la non implication des personnes concernées. Au départ, on était seulement deux à être vraiment impliqués. Puis, petit à petit, les habitants se sont investis politiquement. Cela a pris du temps mais on commence à voir des résultats.

Quel avenir pour la lutte des sans-papiers et pour l'A.U.?

M.B. Le jour où les sans-papiers prendront en charge leur lutte eux-mêmes, les choses pourront avancer. Je fais souvent le parallèle avec la lutte contre l'esclavage. Le jour où les esclaves ont pris en main leur destin, l'esclavagisme a été aboli. Ce sont les premiers concernés qui doivent mener bataille. En ce qui nous concerne, on a dépassé un stade où l'A.U. était très fragile: il y avait de fortes tensions entre les occupants. Aujourd'hui ça va mieux. Les gens de l'extérieur ne pourront jamais leur dire comment faire car c'est aux habitants eux-mêmes de trouver les solutions à leurs problèmes. C'est ce qui se passe maintenant. Je pense que ce projet peut durer. Mais cela dépend aussi de la situation de la Somalie. Si la Somalie se reconstitue comme Etat, il faudra rendre le bâtiment. Quant aux autorités, ils ont essayé de nous chasser d'ici. Ils ont organisé une rafle et nous ont envoyé les services d'hygiène pour "démontrer" l'insalubrité du bâtiment, mais ça n'a pas marché. ■

Universal Embassy: 66 Avenue Franklin Roosevelt, 1050 Bruxelles

email : Info@universal-embassy.be.be. Gérald : 0498 85 43 79.

Mohamed : 0479 75 90 07. Philippe : 0485 94 98 93.

Un an après l'invasion, le doute n'est plus permis. C'est une authentique opération néo-coloniale que les Etats-Unis ont imposé, avec ses ingrédients les plus classiques: occupation militaro-policière; instauration d'un gouvernement désigné par un pro-consul impérial; pillage des richesses du pays et exploitation de ses habitants; accentuation des rivalités territoriales, ethniques et religieuses (selon l'adage de tout Empire depuis Rome: diviser pour régner). Tout y est.

Les troupes occupantes se comportent comme toutes les soldatesques coloniales du passé, avec leur lot d'arrestations et de destructions arbitraires, de "bavures" mortelles. Pour contrer les actions de la résistance, les occupants appliquent la même tactique de punition collective que celle de l'armée israélienne contre les Palestiniens: checkpoints; destruction des maisons et des champs des supposés "terroristes", arrestation de toute leur famille, etc. A ces traits déjà bien lourds d'une occu-

Les Etats-Unis sont ainsi plongés jusqu'au cou dans une guerre de longue durée qu'ils ne peuvent politiquement pas gagner. Le mouvement contre la guerre et la globalisation capitaliste peut et doit jouer un rôle déterminant dans cette défaite. Un temps abasourdi par la "victoire éclair" et les fanfaronnades de la propagande, il tend aujourd'hui à se remobiliser, surtout dans les pays directement concernés par la présence de troupes en Irak.

Cette remobilisation passe avant tout par l'exigence élémentaire du retrait immédiat des troupes étrangères et le refus de toute forme de soutien (financier, logistique et politique) à l'occupation. Une exigence qui s'accompagne du soutien au droit du peuple irakien à l'autodétermination et à son droit le plus légitime à la résistance. Un combat qui, dans une région aux enjeux géostratégiques intimement mêlés, est indissolublement lié à celui pour la Palestine.

C'est dans cette voie que se sont engagés les mouvements

L'Empereur est nu

pation néo-coloniale classique se mêlent ceux de la globalisation néolibérale: l'Irak est littéralement une nation en voie de privatisation.

Par ses actions, la résistance irakienne a réussi à bouleverser les plans de l'impérialisme. Sur le plan économique notamment: la "Guerre contre le terrorisme" en Irak (et en Afghanistan, qui n'est pas terminée, elle non plus) a déjà engouffré la bagatelle de 166 milliards de dollars. Les Etats-Unis dépensent mensuellement 5 milliards de dollars en Irak. Les actions de sabotage contre les oléoducs les empêchent de financer l'occupation par le seul pillage des ressources pétrolières. Politiquement, cette résistance écorne sensiblement la très faible légitimité de l'invasion et de l'occupation du pays aux yeux des opinions publiques.

sociaux présents au Forum Social Européen à Paris en novembre 2003 en reprenant l'appel du mouvement anti-guerre états-unien à manifester partout dans le monde le 20 mars, date du premier anniversaire du déclenchement de la guerre. Un appel confirmé au Forum Social Mondial de Mumbai ce qui démontre, au-delà des critiques, l'utilité de ces rencontres et le rôle moteur du mouvement altermondialiste dans la lutte contre la guerre.

En Belgique, la clarification des enjeux a amené, pour la première fois, à la création d'une plateforme ("Initiative du 20 mars") réellement unitaire et reposant sur des revendications claires et sans ambiguïtés. Si cette mobilisation ne connaîtra pas la même ampleur qu'ailleurs, cette unité enfin trouvée est en soi un pas en avant considérable et tout doit être fait pour sa réussite. ■

Des nouvelles de la Planète

PAR DANIEL TANURO

Merveilleuse et fragile pellicule de vie à l'interface entre la terre et l'espace, la biosphère subit depuis deux cents ans des agressions d'une ampleur sans précédent. La biodiversité diminue au rythme de 27.000 espèces disparaissant chaque année - 74 par jour, 3 par heure. A ce rythme, 20% des trente millions d'espèces animales et végétales supposées exister disparaîtront d'ici quelques décennies. C'est une « vague d'extinction » sans précédent depuis la disparition des dinosaures il y a 65 millions d'années - mais c'est l'humanité qui en est responsable, pas la chute d'une météorite.

Cette perte est catastrophique, car les capacités d'adaptation du vivant sont fonction de la diversité du patrimoine génétique. Cet argument vous laisse froid ? En voici un autre: notre alimentation repose à 80% sur l'exploitation de vingt espèces de plantes. Massacrer la biodiversité, c'est risquer de perdre une partie des 75.000 espèces, pour la plupart inexploitées, dont on sait aujourd'hui qu'elles pourraient soulager des maladies, améliorer notre alimentation, voire servir d'alternatives dans des conditions climatiques nouvelles.

Les conditions climatiques, parlons-en ! Même Bush n'ose plus nier que le changement est dû pour l'essentiel à l'accumulation de gaz à effet de serre provenant de l'utilisation des combustibles fossiles. La concentration de CO2 dans l'atmosphère a augmenté de 30% depuis 1750, celle de méthane de 145%, celle d'oxyde nitreux de 15%. Le réchauffement a été de 0,6°C en moyenne au cours du XXe S. Un détail ? C'est la variation de température la plus importante et la plus rapide depuis 10.000 ans. Elle a entraîné une hausse de 10 à 25 cm du niveau des mers et la fonte de 40% de la banquise arctique.

Et la tendance s'accélère ! Faute de mesures drastiques, le Groupe Intergouvernemental des Experts du Changement Climatique prévoit une hausse de 1,4 à 5,8°C au XXIeS. Le climat est ce qu'on appelle un « système chaotique complexe », ce qui signifie qu'une petite cause peut y avoir de très grandes conséquences. En deux, trois siècles à peine, une hausse de 3°C au-dessus du Groenland ferait fondre toutes les glaces de cette région et le niveau des océans monterait de 6 mètres. « Plusieurs dizaines de millions de gens devront évacuer les plaines côtières et les deltas d'ici 2100 », selon le GIEC. Le réchauffement s'accompagnera d'une aggravation des sécheresses, des tempêtes, d'une extension géographique de certaines maladies (malaria, dengue) et, probablement,

d'une diminution des rendements agricoles moyens.

On pourrait continuer l'énumération : produits chimiques, acidification et érosion des sols, eutrophisation des eaux, couche d'ozone, manipulations génétiques, problèmes de santé dû à l'environnement, etc. Nous aurons l'occasion d'y revenir, hélas ! Mais c'est un autre message que nous voudrions lancer à l'occasion de l'inauguration de cette rubrique: il est plus que temps que la gauche se soucie enfin de l'écologie et l'intègre spontanément à son discours, son activité, son programme.

La crise écologique est une crise majeure. Ce n'est pas une crise de la nature, mais une crise de la société. Le capitalisme est inadapté à la nature dont l'humanité fait partie : en la mutilant c'est nous qu'il mutile, en l'exploitant c'est nous qu'il exploite. Voilà la vérité toute nue. Cette crise ne peut se résoudre qu'en abandonnant la logique du profit. C'est ce que n'ont pas pu ni voulu voir les partis verts, et c'est la raison fondamentale de leur débâcle, en Flandre, en Wallonie et ailleurs.

Ce n'est pas « la vie sur terre » qui est menacée (des bactéries réussiront toujours à survivre): c'est nous ! Face aux menaces, lobbying dans les allées du pouvoir, conférences internationales et cogestion gouvernementale ne donneront que des « peanuts ». La preuve vient encore d'en être administrée par deux événements récents : la victoire de l'industrie chimique contre le règlement européen « REACH », d'une part, le détricotage du protocole de Kyoto sous la pression des USA, de la Russie et... de certains signataires, d'autre part.

On a besoin d'une réponse écologique 100% de gauche, internationaliste, articulée sur les mobilisations sociales, capable de trouver des relais dans le mouvement ouvrier. La marchandisation de la force de travail humaine n'est qu'une manifestation de la marchandisation des ressources naturelles : voilà le point de départ du travail à mener. Karl Marx avait saisi l'impasse écologique de la production marchande, Engels avait dénoncé l'idéologie de « domination de la nature ». C'est peu dire que cette matière a été ensuite sous-estimée.

La résolution « écologie » de la Quatrième Internationale est un premier pas. A travers cette rubrique, à travers des analyses sur le website, voire des activités publiques, nous voulons contribuer à aller plus loin. Pour collaborer, prenez contact avec l'auteur via la rédaction. ■

"Femmes en lutte"... mais pour quoi faire? La réponse à cette question simple n'est pas si évidente pour tout le monde. Les réflexions qui gagnent la palme à ce sujet sont celles du genre "aujourd'hui, les femmes sont libérées... il y a beaucoup moins de machos qu'avant... celles qui sont toujours pas contentes exagèrent...". Heureusement, certain/es sont sensibilisé/es à cet enjeu et admettent l'importance de ce combat. Mais beaucoup adoptent une position mitigée, et estiment que l'oppression des femmes se limite aujourd'hui en gros à la violence conjugale, aux inégalités de salaire, à la prostitution... du coup, la lutte des femmes se voit trop souvent cantonnée dans un champ d'actions restreint, n'est pas considérée comme un combat global et est ainsi reléguée à un plan secondaire. PAR LÉA DRUNECINO

Et si on parlait entre FILLES?

Sans débâter les nombreuses théories féministes qui argumentent le bien fondé d'un tel combat, comment faire pour mesurer les pleins enjeux d'une lutte pour notre émancipation?

Une prise de conscience

Un préalable incontournable tombe sous le sens: il est indispensable de prendre pleinement conscience de notre situation. Pourtant, nous négligeons souvent cette étape. On sait bien qu'on est considérées comme le "sexe faible", que les mecs adoptent toujours l'une ou l'autre attitude machiste... mais ce ne sont que des constats qu'on lit dans des bouquins, qu'on dresse comme étendards de la lutte féministe. Nous oublions de les intégrer, de les confronter à notre vie quotidienne. De plus, nous avons vite tendance à rejeter toute la faute sur les hommes - c'est vrai, ce sont eux les machos - et nous nous remettons rarement en question. S'interroge-t-on souvent sur nos propres attitudes, nos propres réflexes qui entretiennent et perpétuent les rôles attribués aux femmes?

Nous pourrions mener ce genre de réflexion chacune dans notre coin. Mais, étant donné que nous sommes toutes sur le même bateau, que nous adoptons et subissons toutes, sous une forme ou l'autre, des attitudes sexistes, pourquoi pas mettre nos expériences en commun? Pourquoi pas en parler entre femmes?

Vive les réunions non mixtes!

L'exercice est on ne peut plus simple; il suffit d'improviser une bonne p'tite soirée entre filles. Au lieu de parler du dernier film qu'on a vu au cinéma, de rigoler de la dernière connerie de Bush ou de se demander

quand la RTBF se décidera à arrêter de passer des émissions sur les familles royales, on peut lancer une p'tite discu', bien conviviale, autour d'une bonne chope, sur ce qu'on vit en tant que femme.

Comment commencer? Peut-être par sa journée... L'idée a l'air un peu conne comme ça, mais l'expérience en vaut le coup; les résultats sont parfois révélateurs. L'une va se rappeler que c'est elle qui a fait les courses et qui a fait le souper... tiens, comme hier et avant-hier... et comme toute la semaine? Une autre va revenir sur une blague sexiste qu'on lui a lâchée au boulot et qui a bien fait rire tout le monde... même les femmes...

La sauce prend vite et, d'un coup, on a envie de dire plein de choses. Des petites choses, des détails auxquels on ne pensait même pas. Et on se rend compte que ces détails de notre vie quotidienne manifestent, même si c'est de façon discrète ou insignifiante, l'inégalité des genres et les discriminations envers les femmes. On n'a pas besoin de l'apprendre dans un bouquin, nous vivons ces inégalités chaque jour et, quand on n'en a pas conscience, nous contribuons même à les entretenir.

La parole libérée

Parler de notre quotidien, c'est bien sûr un peu réducteur, mais c'est une façon de commencer, un moyen de conscientisation collective qui peut nous aider à changer nos habitudes. L'expérience ne doit pas en rester là. Nous pouvons essayer de faire apparaître, au-delà des péripéties de notre petite vie, la dynamique globale des

rapports de genres forgés par la société patriarcale. Ainsi, on peut élargir le débat et aborder des tas de questions plus globales. L'intérêt de la non mixité est de traiter ces "questions de société" d'un point de vue de femmes et avec une parole sans entraves. Dans des débats entrepris avec des hommes, nous allons moins facilement au bout de nos idées, soit parce qu'elles ne sont pas prises au sérieux par les hommes, soit parce que, tout simplement, on ose moins s'exprimer devant des hommes qui tiennent le crachoir. Une expérience intéressante à tenter à ce propos est d'entamer une discussion sur un sujet entre femmes et de reparler ensuite du même sujet dans le cadre d'une réunion mixte. La tournure du débat est généralement bien différente.

Et puis?

La lutte ne se résume bien sûr pas aux discussions et aux débats. La prise de conscience n'est qu'un préalable à l'action. Comment arriver à abandonner les rôles que la société patriarcale a façonnés pour nous? Comment amener les hommes à abandonner leurs attitudes machistes? Les stratégies à suivre sont nombreuses. Il n'y a pas de voie toute tracée. Mais, dans le cadre d'une lutte féministe, les initiatives doivent assurément venir des femmes. Si des hommes peuvent soutenir notre combat, ils ne pourront jamais le mener à notre place. Les réunions non mixtes offrent ainsi un espace privilégié de conscientisation et de réflexion et nous permettent d'élaborer nos propres stratégies et moyens d'actions. ■

La multinationale Clear Channel est présente au quotidien dans nos existences, à travers la publicité sur panneau grand format, par l'affichage dans les bus, le métro, les trains, les gares, avec le mobilier urbain (aubette, affichage lumineux, colonne), mais aussi par sa main mise sur l'organisation de concerts. Et le requin a encore faim... PAR MARCEL SOLBREUX

Qui a peur de CLEAR CHANNEL?

D'une radio locale de San Antonio (Texas) rachetée en 1972 pour une bouchée de pain, Clear Channel est devenu le premier groupe américain de radio avec plus de 8 milliards d'euros de chiffre d'affaire. Il prospère sur les dérégulations introduites depuis Reagan qui autorisent des concentrations de plus en plus poussées.

Il contrôle actuellement plus de 1.200 radios aux USA, 36 TV, 700.000 panneaux publicitaires. En 2000, en rachetant SFX, le plus gros organisateur américain de concerts, il s'empare d'un réseau de salles et d'événements. Clear Channel réunit à présent le management d'artistes, l'organisation de concerts, la radio (pour diffuser les artistes et promouvoir les concerts), l'affichage (pour promouvoir les mêmes artistes et concerts). Belle synergie !

L'implantation en Europe

En Belgique, Clear Channel complète son monopole par un achat en gros... La pieuvre s'empare de cinq grosses pointures: Herman Schueremans (On The Rox et Saarman S.A., le créateur du festival Torhout/Werchter, par ailleurs VLD), Philippe Kopp (Sound & Vision, leader sur le marché francophone), Paul Ambach - Michel Perl (Make It Happen) et Minerva. Schueremans est devenu Directeur général de Clear Channel Entertainment Belgium et des contrats en béton les lient tous à la maison mère. Le chiffre (secret) de rachat de ces différentes sociétés se situe entre 2,5 et 25 millions d'euros. Il ne manque plus que l'achat de médias pour compléter le tableau. Justement, des rumeurs circulent autour du rachat du réseau Radio Contact.

L'omniprésent M^r G.W. Bush

On connaît le rôle joué lors de la

guerre en Irak par la chaîne de télévision FOX News toute dévouée à la politique de Bush. A la direction de Clear Channel, on retrouve également des proches de Georges W. Bush. C'est donc naturellement que cette société a mené campagne en faveur de la guerre : boycott des artistes pacifistes, mises en scène de manifestations pro-guerre, falsifications, etc...

Avec son réseau de radios, Clear Channel accompagne 103 millions des citoyens américains dans leur quotidien,

aussi pour des raisons purement commerciales. Fin 2001, la chanteuse Britney Spears choisit la société Concerts West pour s'occuper de sa tournée américaine plutôt que SFX, donc Clear Channel. A dater de cette décision, le nombre de passages de ses disques diminue drastiquement sur les 1.200 radios du groupe Clear Channel, et son single (pas pire que tous les précédents) se plante magistralement.

Travailler avec Clear Channel est donc à double tranchant pour un artiste. Tant qu'il se plie à la pratique courante et collabore entièrement au système, sa promotion est assurée - même s'il est exploité financièrement. S'il lui prend des envies d'aller voir ailleurs, c'est le boycott.

La mondialisation réelle

A écouter les partisans du néolibéralisme, la mondialisation, le marché et la concurrence ont pour effet de diminuer les prix et d'améliorer les

services. Le prix des places des concerts a augmenté de 20%. En 2002, les places à Forest National se vendaient entre 30 et 35 euros. En 2003, on est passé à 45 euros, avec des sommet à 125. En situation de quasi monopole, Clear Channel fixe lui-même le montant du ticket.

Un autre refrain néolibéral est celui de la prétendue liberté de choix du consommateur. C'est le contraire qui se passe dans la réalité: uniformisation des programmations sur les radios FM, marquée par une réduction de près de 60% en moins de 6 ans de la variété



photo: indypgh.org

Manifestation le 29 mai 2003 devant les bureaux de Clear Channel à Greentree, près de Pittsburg (USA), contre le monopole médiatique de ce groupe.

en voiture, à la maison, au travail. Clear Channel s'illustre aussi par le contrôle impitoyable sur le contenu de ses radios: "liste noire" des disques à ne plus diffuser après les attentats du 11 septembre, par exemple, l'ensemble des titres de Rage Against The Machine. Lorsque les Dixie Chicks - un groupe de country féminin - s'est prononcé contre la politique de Bush, il a quasiment disparu des chaînes radios Clear Channel. Officiellement pour ne pas déplaire aux auditeurs, qui prenaient mal les positions des Dixie Chicks ...

Mais les pratiques de boycott s'exercent

de titres musicaux diffusés sur les principales radios (le monde 7/11/2002); diminution du nombre d'artistes dans les catalogues des maisons de production; ignorance totale des artistes estimés comme insuffisamment rentables. Et, dans le cas de Clear Channel, ce qui n'est pas rentable, c'est ce qui n'est pas dans son écurie.

Pour que de nouveaux talents s'affirment, il est nécessaire qu'ils puissent jouer devant le plus grand nombre. Or, il est quasiment impossible de faire assurer les premières parties d'artistes internationaux par nos groupes wallons par exemple. Les premières parties sont déjà attribuées à des artistes de l'écurie Clear Channel. Cette recherche

de profit maximum étouffe ainsi la scène musicale locale.

La résistance

Des organisateurs et des associations tentent de résister à l'envahisseur, et de se passer de Clear Channel, mais dans quelles conditions... (Toutpartout, Sound & Fury, UBU, NADA, l'asbl Rockomotive). Il faut reconnaître qu'il est quasiment impossible d'organiser un concert avec le moindre artiste un minimum connu sans tomber sur... Clear Channel.

Pour lutter contre ce Big Brother, il faut informer les artistes et le public des dessous de la stratégie de ce groupe.

Il faut aussi lancer le boycott des concerts et festivals labellisés Clear Channel. C'est aussi une résistance de longue haleine à mener contre l'agression publicitaire, dont cette firme est un des vecteurs principaux.

Des victoires ont déjà été remportées par exemple Paysages de France, une association de protection des paysages, a obtenu la condamnation de Défi France (filiale de Clear Channel). Un exemple à suivre. ■

C'est clair et Net sur:
antipub.be/www.belgorock.be
indymedia.be/news/2003/09/72259.php?

Les Sarcophages du 6e Continent

PAR PIPS PATROONS

Symbole mythique de la bande dessinée grand public de qualité, la série "Blake et Mortimer" est devenue au fil des ans un best seller incontestable. Les albums de Van Hamme-Benoit et de Sente-Juillard rivalisent avec les meilleures productions d'E.P. Jacobs. On y retrouve ses leitmotifs (souterrains, technologies mal maîtrisées, traîtres et complots), ses fantaisies garçonnières et son anglophilie de pacotille, tandis que les dérapages racistes ont disparu. La menace invraisemblable d'une invasion soviétique (dans *S.O.S météores*) est remplacée (dans *La machination Voronov*) par une coexistence pacifique chère aux romans d'espionnage de Len Deighton et de John Le Carré. Ce dernier a d'ailleurs fourni la figure de la taupe dans *L'Affaire Francis Blake*, album qui a aussi puisé dans le roman *Les 39 marches* de John Buchan (1915) - adapté pour le cinéma par Hitchcock en 1935 - notamment pour son décor écossais et la polydactylie du traître. Sont également conservés ce que Benoît Peters a nommé les opérateurs synthétiques qui permettent à l'auteur de sauter d'un groupe de personnages à un autre et d'avancer par bonds successifs. Du bon travail.

Le dernier album d'Yves Sente et d'André Julliard, le 1e tome des *Sarcophages du 6e continent*, reprend une théorie chère à cet homme de droite qu'était E.P. Jacobs: le complot, la conspiration comme



Illustration: bdcouvertes.com

explication de l'histoire. Cette fois-ci, il s'agit d'une conspiration dans le sillage de la décolonisation des années 1950 et 60, mais restituée dans l'idéologie actuelle du nouvel ordre mondial et de la croisade de Bush & C°.

Le clin d'œil sympathique aux aspirations indépendantistes du Congo et du Rwanda-Burundi n'empêche pas l'album d'être un produit de l'idéologie dominante qui est - mais si ! - celle de la classe dominante. C'est gentil d'introduire Philip Mortimer en jeune homme amoureux d'une princesse à la peau foncée et de promouvoir le fidèle Nassir au grade de lieutenant des services secrets indiens, mais on peut facilement douter du fait que la remarque du jeune Francis Blake, qui aimerait "pouvoir défendre nos valeurs et notre civilisation au sein de notre armée", soit teintée d'ironie. E.P. Jacobs croyait fermement au "fardeau civilisateur de l'homme blanc". Un autre détail: un musulman comme Nassir ou un bouddhiste comme Açoka ne jure pas "par Vishnou", déité hindoue. Les maharadjas étaient des amis très sûrs de l'Empire britannique. En faire des revanchards anti-anglais, c'est mal connaître son histoire. Mais qui se cache derrière la cagoule d'Açoka? Nous attendons avec impatience le 2e tome. ■

Le Musée de l'Homme à Paris consacre 1000m2 à Edgard P. Jacobs. Jusqu'au 30 avril 2004, tous les jours sauf mardi et jours fériés, de 9h45 à 17h15. Palais de Chaillot, Place du Trocadero, 16e arr.

Après Renault-Vilvorde, après l'assainissement chez Opel, c'est au tour de Ford-Genk. Les turbulences dans le secteur automobile semblent se confirmer. Même si la Belgique continue à produire un grand nombre de voitures par habitant, et malgré le fait que le secteur automobile reste plus important que la soi-disant "nouvelle économie", ce secteur a connu d'énormes bouleversements ces vingt dernières années. Et les travailleurs de l'automobile subissent une terrible pression. PAR MATTHIAS LIEVENS

FORD-Genk

Crépuscule de l'industrie automobile belge?

Jusqu'au milieu des années '60, le secteur automobile était fortement limité à une échelle nationale. Il y avait des usines BMW, Mercedes, Fiat et Peugeot en Belgique. La construction de la Communauté Européenne a perturbé ce système. L'interdiction des tarifs d'importation élevés a rendu possible une centralisation du secteur automobile au niveau européen. Il n'était donc plus nécessaire pour chaque entreprise d'être présente sur le marché local. Sont apparues alors des entreprises-mastodontes qui produisaient d'une façon centralisée pour l'ensemble du marché européen et mondial. Le secteur automobile a connu une forte expansion en Belgique en passant de 200.000 voitures au début des années '60 à 850.000 - dont seulement 10% étaient destinés au marché intérieur - à la fin de la décennie. Ainsi est né un contexte dans lequel cinq grandes entreprises (Renault, Volkswagen, Ford, Volvo et Opel) produisaient en Belgique pour le marché européen et mondial.

Depuis dix ans, la hausse progressive de la production est plafonnée. L'introduction de nouveaux modèles, comme la Mondeo chez Ford, nécessitait encore de courtes hausses de production. Mais, avec la fin du "cycle de vie" de ce nouveau modèle, la production a baissé à nouveau. En parallèle, on a pu noter une baisse progressive de l'emploi et une dégradation flagrante des conditions de travail dans le secteur. L'organisation du "libre" marché au niveau européen et mondial a provoqué une concurrence féroce entre les travailleurs, au profit du patronat. Les gouverne-

ments nationaux, qui avaient été à l'initiative du processus de construction européenne, se sont facilement laissés prendre en otages par le capital. Ils ont organisé ou accompagné la régression sociale, souvent avec la complicité de la bureaucratie syndicale. La concurrence entre les grands constructeurs a donné de plus en plus d'importance au capital fixe dans ce secteur. Non seulement cette concurrence, liée à la hausse de productivité, a logiquement entraîné une surproduction, mais elle a aussi jeté des travailleurs à la rue et mis sous pression les bénéficiaires, ce qui a mené à une énorme offensive patronale pour augmenter le degré d'exploitation de la force de travail.

Un problème capitaliste: la surproduction

Depuis quelques années, le secteur automobile s'est à peine étendu en Europe occidentale, la demande principale étant le remplacement des anciennes voitures. Suite au facteur démographique et, surtout, à la baisse des revenus des familles, la demande en voiture est devenue très conjoncturelle. Le marché est vite saturé. La concurrence entre les constructeurs automobiles se renforce alors et s'exprime par l'accélération du développement technologique et du lancement de nouveaux modèles. La dynamique concurrentielle fait que le capital fixe nécessaire dans le secteur est toujours plus important. L'énorme quantité de capital nécessaire dans le secteur rend difficile la survie devant des baisses conjoncturelles (les frais fixes doivent alors être répartis sur un nombre restreint de voitures).

Pour que ces frais fixes diminuent, ou pour les répartir, les firmes ont mis au point un certain nombre de stratégies. Le développement de nouveaux modèles fluctue entre plusieurs entreprises de façon de plus en plus synchronisée: le développement d'un nouveau modèle chez Ford est lié à un nouveau modèle chez Volvo, etc. De cette manière, les frais fixes assez élevés pour la recherche et le développement sont répartis sur un plus grand nombre de voitures. L'énorme concentration et centralisation du capital dans le secteur est liée à ce processus. Autres stratégies pour diminuer les frais fixes: la sous-traitance et l'utilisation intensive des machines. L'énorme croissance de la capacité d'assemblage qui en a résulté a aussi amplifié le problème de la surproduction.

L'élément clé pour contrer la baisse du taux de profit est évidemment l'exploitation de la force de travail. Ce n'est donc pas du tout un hasard si, depuis les années '60, la situation a fort changé dans les ateliers. Les travailleurs témoignent d'une énorme pression et de la dégradation des conditions de travail. On crée ainsi une division entre les travailleurs et leurs organes d'action, les syndicats. Le patronat utilise la fermeture de certaines unités pour attaquer les conditions de travail ailleurs. Ainsi, la direction de Renault a utilisé la fermeture de Vilvorde pour imposer les 24 heures de production dans ses autres usines, sous menace d'une répétition du scénario belge. Les syndicats ne font qu'accompagner ces accords parce qu'ils craignent le pire. Mais le cynisme du patronat ne s'ar-

rête évidemment pas là: Renault-Vilvorde, par exemple, a été fermé malgré les accords sur la flexibilité. Cette sorte de stratégie patronale pousse les syndicats nationaux à se livrer concurrence entre eux. La bureaucratie syndicale joue souvent le jeu. Les tactiques syndicales consistent alors à faire des concessions au patronat pour obtenir que la production d'un nouveau modèle se fasse dans leur propre usine, au détriment de leurs collègues étrangers.

Jusqu'au milieu des années '90, la Belgique était à "l'avant-garde" pour ce qui est de l'augmentation du temps de travail. La surproduction a donc d'abord amené à fermer les usines d'autres pays. Cette situation belge est en première instance le résultat des tactiques - et des capitulations - des syndicats belges. Pour quelques centimes, ils ont voté pour des augmentations drastiques du temps de travail. La compétitivité des constructeurs automobiles belges a donc aussi été acquise en comptant sur la flexibilité du volume de travail, en obtenant pour cela la possibilité de jouer sur le nombre de travailleurs (par ex. avec le système du travail temporaire) et en faisant plus ou moins travailler les ouvriers selon la conjoncture.

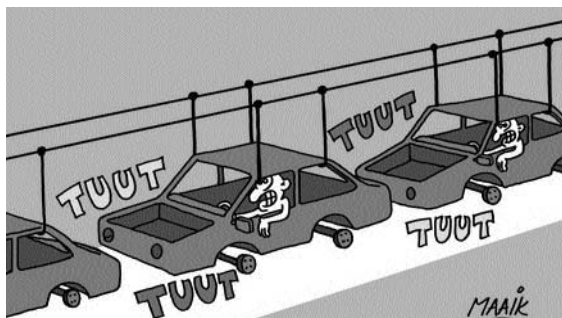
À partir du milieu des années '90 cette "compétitivité" est devenue un désavantage, parce que le "bond en avant" belge a été "rattrapé" par d'autres pays, et il restait encore en Belgique des charges patronales relativement élevées pour le travail en équipe et de nuit. C'est ainsi que la Conférence sur l'emploi a mis à son ordre du jour la diminution des charges patronales sur le travail en équipe. C'est pourtant à juste titre que ces charges sont prélevées.

À long terme, en stimulant le travail par équipes et de nuit via des diminutions des charges patronales, on crée un effet contre-productif. Est-ce un hasard si le nombre de travailleurs de 55 à 64 ans est si peu

élevé dans les usines d'automobiles?

Flexibilité et sous-traitance

Dans une - vaine - tentative de compenser la baisse et la fluctuation des ventes de voitures, le patronat a adopté une stratégie de flexibilité sur les modèles et le volume. Non seulement il faut produire des voitures "à la mesure du client", dans le cadre d'une sorte de fétichisme de la consommation. Mais on va aussi manipuler la quantité de production en optant pour la seule solution valable aux yeux du patronat: la flexibilité du temps de travail. Avec toutes les conséquences pour leur vie personnelle



dessin: vanmolnet

et familiale, évidemment.

Ce système peut être mis en oeuvre de deux manières: soit on organise une capacité minimale, et on exige périodiquement des heures supplémentaires de la part des ouvriers, soit on opte pour la stratégie de la capacité maximale, et on décide régulièrement de produire moins, voire rien du tout. En Belgique, le gouvernement a fait au patronat le cadeau exceptionnel du "chômage technique", de sorte que le capital

peut choisir la deuxième option. Dans d'autres pays, où ce système n'existe pas, le patronat est face à un dilemme: ou bien continuer de payer les ouvriers sans rien produire, ou bien les licencier, tout en sachant qu'il faudra éventuellement ensuite recruter et former de nouveaux ouvriers. C'est pourquoi, lorsqu'une chute provisoire de la productivité s'impose, elle prend d'abord effet en Belgique. Ce système comporte évidemment une certaine marge de sécurité pour les ouvriers, mais reste sous une menace permanente en fonction des intérêts du capital.

Le luxe dont le patronat dispose de cette manière en Belgique oblige à mettre un bémol à l'idéologie des "charges patronales trop lourdes": les entreprises peuvent en fait se débarrasser d'une partie de leurs charges sur le dos de la sécurité sociale, donc au détriment du salaire socialisé de la majorité des salariés.

Une autre stratégie pour répartir les frais fixes tout en augmentant le taux d'exploitation de la force de travail, c'est le mécanisme de sous-traitance. Autour des usines d'assemblage, on construit ainsi un réseau de petites entreprises de sous-traitance, souvent avec des conditions de travail plus mauvaises, une présence syndicale plus faible, etc. Les risques que courent les grands constructeurs automobiles se répercutent alors sur les sous-traitants, qui peuvent à leur tour plus facilement les faire retomber sur les ouvriers. ■

LES TRAVAILLEURS NE PEUVENT COMPTER QUE SUR EUX-MÊMES

Nous avons pu constater nous-mêmes, sur les piquets, que les délégués syndicaux de Ford ont mené une lutte exemplaire. Mais difficile. La soi-disant "impuissance" des gouvernements néolibéraux n'est qu'un symptôme de leur hypocrisie: ce sont les mêmes qui ont conçu la logique perverse de l'Union Européenne, les mêmes qui ont organisé et accompagné la régression sociale, eux encore qui refusent obstinément de mettre un terme à cette situation au niveau mondial et européen. Une interdiction ou une restriction du travail de nuit et d'équipe, à un niveau européen, une réduction généralisée du temps de travail sans perte de revenu, une représentation syndicale obligatoire dans les petites entreprises de sous-traitance ne sont pourtant pas des revendications utopiques.

Les travailleurs ne peuvent compter que sur eux-mêmes: seule leur solidarité et leur lutte commune sur un plan européen et mondial, avec toutes les autres forces qui aspirent à un autre monde, peuvent dire non au capitalisme et garantir à tou(te)s le droit à un emploi de qualité! ■

Après cinq ans de procédures, de fichage policier et d'intimidations diverses, les tribunaux de la bourgeoisie belge ont enfin prononcé leurs verdicts sur les deux affaires qui avaient fait tomber le ministre de l'Intérieur social-démocrate Louis Tobback en 1998: les actions directes du Collectif Contre les Expulsions autour des centres de détention de sans-papiers, et l'assassinat d'une jeune femme rebelle d'Afrique, Semira Adamu, par les gendarmes chargés de l'expulser de force.

PAR DANIEL LIEBMANN, PRISONNIER POLITIQUE EN SURSIS

Semira et le Collectif contre les Expulsions en procès

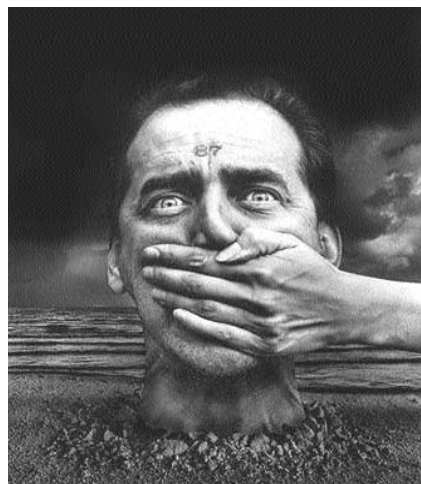
Seuls les fous n'ont pas peur⁽¹⁾

Les décisions rendues sont révoltantes. Mais elles ne doivent pas nous étonner: elles sont la traduction judiciaire d'une politique d'expulsion inflexible, fondée sur le mépris et la violence, et d'une volonté de détruire les groupes qui tentent de faire entendre dans la société les voix des expulsés en luttant à leurs côtés pour la liberté. Ajoutez-y une pointe d'hypocrisie typique du "compromis à la Belge", et vous aurez réuni tous les ingrédients pour cette spécialité nationale que le monde entier nous envie: le waterzooï. Tout cela n'est en effet qu'une vieille recette pour accommoder les poulets en laissant mijoter le tout très longtemps.

Le rire du gendarme

Le procès des policiers fédéraux (ex-gendarmes) a fait la une des médias avec les images du crime, tournées par les assassins eux-mêmes. Le film projeté devant le tribunal se compose de trois séquences. On voit d'abord Semira Adamu, pieds et poings liés, avançant à tous petits pas dans un couloir désert de l'aéroport de Bruxelles-National, entourée de tous côtés par des flics musclés. C'est la méthode habituelle lors des "rapatriements sous escorte" organisés quotidiennement par le ministère de l'Intérieur. Première coupure dans la cassette. Les images montrent ensuite la jeune femme assise dans l'avion, un flic à gauche, un autre à droite. Elle chante doucement, sa voix passe à peine au-dessus de la musique tonitruante diffusée par les hauts parleurs de l'avion. Les trois personnages sont immobiles, sauf à

un moment où l'un des hommes tripote un petit coussin blanc. Deuxième coupure dans la cassette. Troisième séquence. La voix de Semira Adamu s'est éteinte, on n'entend plus que la musique et quelques commentaires des tueurs. Ils se rappellent des souvenirs de voyage. "Avec l'accoudoir placé de cette façon, l'autre fois on en a eu un qui a eu les côtes cassées" disent-ils. Ils disent aussi que ça commence à sentir mauvais, et ils versent quelques



gouttes d'eau de Cologne sur le fauteuil, pour faire passer. Eux seuls ont encore des visages. L'image est prise de telle façon qu'on voit trois hommes qui poussent de toutes leurs forces et de tout leur poids sur quelque chose. La séquence est très longue. Pendant un moment, l'un des hommes adresse un regard à la caméra: il rit.

Selon le médecin légiste, l'obstruction des voies respiratoires de la victime

par la méthode dite "du coussin" (procédure prévue par une circulaire signée par le ministre de l'Intérieur précédent, le social-démocrate Johan Vande Lanotte, et destinée à protéger les gendarmes des morsures) suffisait à elle seule à entraîner la mort. Mais les autres facteurs ont joué un rôle tout aussi important: le corps plié en deux, l'accoudoir au milieu du thorax et une pression d'environ 100 kilos sur le dos. Toujours selon le médecin légiste, l'odeur à laquelle les tueurs ont réagi en versant du parfum était provoquée par une défécation de la victime: c'était le signe de son entrée dans le coma. Le coma n'est pas immédiatement irréversible; le maintien de la pression l'a rendu irréversible.

En audience, le policier fédéral Pippeleers (celui qui riait pendant le meurtre) a éclaté en sanglots. Pas pour regretter son geste mais parce que sa carrière a été brisée, dit-il. En effet, il n'a plus la possibilité de travailler à l'aéroport alors que, ajoutait-il en larmes, il aime l'Afrique et les contacts avec les gens de couleur. Pippeleers est un récidiviste: un collègue gendarme avait déjà porté plainte contre lui pour le tabassage d'un Marocain lors d'une expulsion forcée. Le tribunal a prononcé des peines de prison avec sursis, pour "coups et blessures involontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner".

Commentant le verdict, une des avocates des assassins exprimera sa satisfaction: la qualification "involon-

(1) Georg SCHEUER, Seuls les fous n'ont pas peur, Paris, Syllepse, collection Utopie critique, 2002 (http://www.bibliomonde.net/pages/fiche-livre.php3?id_ouvrage=1343)

taire" est à ses yeux une victoire. Elle a raison, ce jugement est une victoire pour les professionnels de la violence raciste. En passant, le tribunal mentionne dans ses attendus la responsabilité du Collectif Contre les Expulsions. Nous aurions exercé une influence sur la victime, l'incitant à se rebeller. Le dossier d'instruction comporte pourtant une pièce capitale: le journal intime de Semira Adamu. Elle y écrit: "Le Collectif m'a conseillé de me tenir calme dans l'avion. J'ai décidé de suivre ce conseil". Quoiqu'en disent messieurs les juges, la vérité est là: avant que les flics ne la tuent, elle chantait. C'est la forme suprême de la rébellion.

Circulez, y a rien à voir

Ce verdict clément envers les représentants de la Loi et de l'Ordre n'est pas le résultat d'un "dysfonctionnement". Ces fonctionnaires ont fait le travail pour lequel ils étaient engagés et formés par l'État. Ils se

sont livrés à leur activité avec un peu plus de zèle que ne le requiert le minimum syndical, parce qu'ils sont pétris d'une idéologie dont l'expression la plus banale est la fausse évidence selon laquelle "on ne peut pas accueillir toute la misère du monde", et dont la conséquence inéluctable est l'existence d'une machine administrative, pénitentiaire et policière, dotée de moyens matériels et humains, entièrement vouée à l'expulsion. Par tous les moyens nécessaires.

Le Collectif Contre les Expulsions a tenté de gripper cette machine, en y glissant des grains de sable. Et en pleine connaissance de cause: la barbarie est légale (malgré des contradictions, car il existe des garanties dans le droit bourgeois, mais elles disparaissent de fait selon les périodes historiques si l'individu est un esclave ou n'a pas de titre de séjour), la désobéissance est punissable. Ainsi, des militant/es ont été

condamné/es à des peines de prison avec sursis pour "entrave méchante à la circulation" parce qu'ils ont essayé, en faisant une farandole autour d'un fourgon de l'Office des Étrangers, d'empêcher l'expulsion d'un garçon somalien de 17 ans, tuberculeux, venu demander l'asile dans notre pays. Selon le tribunal correctionnel de Bruxelles, les actions du Collectif Contre les Expulsions sont "généreuses" mais méritent sanction car admettre la "résistance légitime à une action illégitime de la force publique" (ce que nous demandions, soutenus en cela par la Ligue des Droits de l'Homme) constituerait un "précédent dangereux" et créerait une "insécurité juridique". Grâce à ce verdict, on a évité l'insécurité. Ouf, on avait failli avoir peur!

Envoyez les oranges à la rédaction de La Gauche et les tomates à tous ceux qui les méritent: ils seront à portée de main pendant la campagne électorale. ■

Gauche anticapitaliste internationale : un début de regroupement?

En marge du Forum Social Mondial de Mumbai (Inde) fin janvier dernier, s'est tenue une rencontre des partis et organisations de la gauche anticapitaliste internationale. Étaient présentes 38 organisations issues de 25 pays différents. Une première qu'il est important de souligner.

D'autant que la réunion rassemblait des partis aux traditions politiques et programmatiques fort différentes, depuis des organisations "alternatives" (comme les Alternatifs français, l'Union des forces progressistes du Québec ou Solidarités de Suisse) jusqu'aux organisations "marxistes-léninistes" indiennes (PCI-ML, PCI-ML Libération et PCI-ML Drapeau rouge), en passant par les organisations de tradition trotskyste (essentiellement la Quatrième Internationale et la tendance Socialiste Internationale). À noter également la participation de Refondation communiste (PRC, Italie).

Les débats, animés par des représentants de la Ligue Communiste Révolutionnaire, du PCI-ML Libération et du DSP australien, ont permis une première confrontation sur l'offensive impérial-

iste, les échéances de la lutte contre la guerre états-unienne, l'appréciation des dynamiques à l'oeuvre dans le mouvement altermondialiste. Il ne s'agissait évidemment pas de fonder une nouvelle organisation internationale ou d'adopter un programme commun ! Mais, plus modestement, d'établir des canaux d'échange entre organisations qui, au-delà de leurs orientations précises assez diverses, se situent en opposition radicale au système capitaliste et conçoivent d'emblée leur action dans un cadre international.

Dans les mois qui viennent sera mise sur pied une liste de discussion électronique permettant d'échanger documents et textes de référence afin de mieux se connaître et de coordonner éventuellement des campagnes, sur la guerre par exemple. Un comité de "facilitateurs" d'une dizaine de membres est chargé de préparer une prochaine rencontre, sans doute lors du prochain FSM, afin d'avoir des discussions plus approfondies et d'essayer d'avancer, pas à pas, dans le regroupement des anticapitalistes et des révolutionnaires. ■

D'APRÈS UN ARTICLE DE FRANÇOIS DUVAL (ROUGE, FEVRIER 2004)

Quelle **tactique** électorale pour la gauche états-unienne?

Le débat fait rage dans la gauche aux Etats-Unis: comment vaincre Bush? Par n'importe quel moyen? Depuis son élection frauduleuse en 2000, Bush et son équipe étroitement liée aux multinationales pétrolières et au complexe militaro-industriel ont développé une offensive réactionnaire particulièrement brutale. Légitimée et accélérée par le 11 septembre cette offensive représente une véritable guerre sociale de haute intensité menée à la fois à l'intérieur et à l'extérieur des frontières. A l'extérieur par une politique de conquêtes d'un caractère impérialiste chimiquement pur et à l'intérieur par une attaque tout azimuts contre les droits sociaux et démocratiques des travailleurs états-uniens. Face à ce rouleau-compresseur et aux nouveaux dangers qui s'amoncellent, il est donc logique que l'objectif d'une défaite électorale de l'administration Bush aux prochaines élections présidentielles constitue une question d'importance, non seulement pour les travailleurs états-uniens, mais pour ceux de toute la planète. Afin de mieux connaître les termes du débat, nous publions ici deux points de vue opposés.

Norman Solomon:
“Nous devons travailler à la défaite de Bush”

Malgré son appartenance politique au Parti Vert des Etats-Unis et le soutien qu'il avait accordé à la candidature Nader en 2000, Norman Solomon, journaliste et écrivain, estime aujourd'hui que la défaite de Bush doit être l'objectif prioritaire. Dans cette optique, il soutient l'idée d'une large coalition, incluant les Démocrates. Voici quelques-uns de ses arguments.

Les militants de gauche ont de nombreuses bonnes raisons de contester les dirigeants libéraux du Parti Démocrate qui mettent l'accent sur la stratégie électorale alors que, au quotidien, ils trahissent les idéaux progressistes. Malheureusement, à l'échelle nationale, le Parti Vert s'illustre aujourd'hui dans la tendance inverse en mettant l'accent sur des idéaux admirables sans développer de stratégie crédible.

Je n'ai jamais entendu d'arguments crédibles pour défendre l'hypothèse qu'une campagne Nader pourrait contribuer à la défaite de Bush l'an prochain. Si les chances d'élections de Bush pourraient ne pas en être affectées, elles pourraient même se voir renforcées par une campagne Nader.

Si l'on considère l'importance des enjeux, voulons-nous vraiment nous en remettre au sort de cette manière?

On nous dit qu'une campagne Nader aiderait à construire le Parti Vert. Mais les chances que Nader approche son score de 2000 - 2,8 millions de voix à l'échelle nationale - sont très faibles: il est beaucoup plus probable que sa campagne de 2004 obtienne beaucoup moins de suffrages. Cela n'assurerait en rien un développement national du parti.

Des militants prétendent que, en affichant la ferme intention de présenter un candidat aux élections présidentielles, les Verts exerceront une pression sur le parti Démocrate. Je pense que c'est une illusion. La perspective d'une campagne présidentielle des Verts a de très faibles répercussions sur la bataille pour la désignation du candidat Démocrate, et il n'y a pas de raisons que cela change. Les Démocrates vont à peu près assurément désigner un porte-parole "modéré".

Il y a une tendance gênante au sein du Parti Vert à mettre dans le même panier les Démocrates et les Républicains. Oui, les programmes des deux partis dominants se recoupent. Mais ils diffèrent également. Et, à bien des égards, n'importe quel prétendant Démocrate serait franchement meilleur que Bush.

Pour la gauche, rester hors du champ de bataille serait une grosse

erreur. La possibilité que Bush et son gang puissent rester au pouvoir pour quatre années supplémentaires devrait nous concerner au plus haut point. Je ne suggère pas que les progressistes ne doivent plus faire entendre leur voix. Il est toujours impératif de continuer à se faire entendre et à s'organiser. La gauche devra continuer à dénoncer toutes les propositions et les politiques destructrices, qu'elles émanent des Républicains ou des Démocrates.

Dans un essai paru en août, Michael Albert, de Z Magazine, a écrit: *“Un effet de l'élection que nous voulons obtenir est la retraite de Bush. Aussi mauvais que puisse s'avérer être son remplaçant, le remplacement de Bush va améliorer l'état de la planète et ses chances de survie”. Au-delà des élections, Albert vise également juste: “Nous voulons que n'importe quelle administration en place après le jour de l'élection ait sur les bras un mouvement d'opposition déterminé qui ne se contente pas d'un Armageddon simplement ralenti, mais qui réclame plutôt des progrès sociaux innovants et offensifs. Nous voulons qu'un mouvement post-électoral ait plus de conscience, plus d'espoir, plus d'infrastructures et une meilleure organisation, en raison de l'approche qui aura été la sienne lors du processus électoral”.*

Nader a été un militant progressiste

Sharon Smith: “Les Démocrates ne méritent pas notre soutien”

brillant et une source d'inspiration depuis plusieurs décennies. J'ai soutenu ses campagnes présidentielles en 1996 et en 2000. Je ne le ferai pas en 2004. Les raisons de ce choix ne concernent pas le passé, mais le futur.

Notre article s'inspire du dossier *Etats-Unis, un débat dans la gauche* publié par le magazine *Inprecor*. Ce dossier est disponible sur internet: www.inprecor.org

Un autre point de vue nous est donné par Sharon Smith, militante de l'International Socialist Organisation et rédactrice de son journal, le Socialist Worker, selon lequel l'option du moindre mal est un mythe qui a toujours empêché l'émergence d'une réelle alternative de gauche aux Etats-Unis.

Après les élections de 2000, le candidat présidentiel du Parti Vert, Ralph Nader, a été dénoncé par les Démocrates comme un “gêneur” qui aurait aidé George Bush à battre Al Gore - en ignorant au passage le rôle de la Cour Suprême dans le détournement de l'élection. A l'approche des élections de 2004, la grande majorité de la gauche - y compris beaucoup de ceux qui ont soutenu la campagne de Nader en 2000 - a fait de la défaite de Bush

(qu'ils n'imaginent pas autrement que face à un Démocrate) sa priorité.

Le soutien aux Démocrates au nom du moindre mal a été réactivé par des secteurs de la gauche tous les quatre ans depuis la Grande dépression des années '30. Mais, loin d'élargir les perspectives de la gauche, cela a empêché le développement d'un mouvement social radical aux États-Unis. Pour cette raison, il est nécessaire d'examiner le rôle historique de la politique du moindre mal.

Il y a certainement des différences entre les Démocrates et les Républicains sur des sujets tels que le droit à l'avortement. Mais les deux partis, également financés et contrôlés par les bailleurs de fonds des grandes compagnies, sont d'accord sur les objectifs fondamentaux, même si les stratégies pour accomplir ceux-ci diffèrent. Tous les deux sont pro-capitalistes et pro-impérialistes - avec pour vocation de défendre les intérêts de la classe dominante à l'intérieur du pays, et d'étendre globalement la puissance des États-Unis.

Les guerres sanglantes et la répression politique ne sont pas l'apanage de cette administration Bush, ni des Républicains. Le premier acte, en tant que président, du Démocrate Harry Truman a été d'ordonner le lancement de deux bombes atomiques sur les villes japonaises d'Hiroshima et Nagasaki. Lyndon Johnson, le “candidat de la paix” du Parti Démocrate en 1964, a provoqué en 1965 une escalade massive dans la guerre du Vietnam - une guerre qui a tué 1,3 millions de Vietnamiens et 58 000 soldats américains. En tant que candidat en 1992, Clinton promettait de “faire passer le peuple d'abord”, mais, au lieu de faire avancer les principes libéraux, il a repris à son compte le programme des Républicains sur les questions essentielles.

Il n'y a aucune raison de supposer,

comme beaucoup le font, qu'une présidence Gore aurait permis d'éviter une guerre après le 11 septembre. Clinton a supervisé les sanctions contre l'Irak soutenues par les Nations Unies, qui ont provoqué la mort de plus d'un million d'Irakiens, et les avions américains ont bombardé l'Irak quasi quotidiennement pendant qu'il était en fonctions. Et Clinton a signé en 1998 l'Irak Liberation Act, qui engageait les États-Unis à “essayer de renverser le régime dirigé par Saddam Hussein”. Il y a une autre raison pour laquelle soutenir les Démocrates comme moindre mal est une erreur. Depuis près d'un siècle, cette logique a étouffé la possibilité de construire une alternative à la gauche des Démocrates. En grande partie parce que la gauche et le mouvement ouvrier sont restés pendus aux basques du Parti Démocrate depuis les années 30, les États-Unis restent la seule société industrielle avancée sans parti des travailleurs et sans même un parti social-démocrate financé par les syndicats plutôt que par le grand capital.

La question décisive n'est pas de savoir qui est assis à la Maison Blanche, mais qui fait des sit-in - dans les rues, dans les cafétérias, dans les lieux de pouvoir, dans les usines? Qui proteste, qui occupe les bureaux et qui manifeste? - voilà ce qui influe sur le déroulement des choses. Le déroulement des luttes, et non le résultat des élections de 2004, va façonner le futur de la gauche - et l'expérience a prouvé que le ralliement au Parti Démocrate alignait la gauche sur les Démocrates, et non l'inverse. ■

2004, année d'élections sociales. C'est l'occasion de dresser un bilan de l'action syndicale de terrain. La Gauche a jeté un oeil du côté de travailleurs dont l'action militante est reconnue depuis longtemps: ceux de Caterpillar Gosselies. Nous avons rencontré Philippe GRIGNARD, délégué syndical FGTB au conseil d'entreprise et Antonio COCCILOLO, président des délégations et porte-parole de la FGTB. Extraits choisis... (1) PROPOS RECUEILLIS PAR CELINE CAUDRON

On vote

pour un syndicalisme actif

Comment se préparent des élections sociales à Caterpillar?

Antonio Cocciolo (A.C.) En faisant du syndicalisme pendant quatre ans. Pour l'aspect technique des choses, en plus des élections des trois organes que sont la délégation syndicale, le conseil d'entreprise et le CPPT, on met en place ce qu'on appelle un poll; on donne la possibilité aux affiliés de la FGTB de déterminer l'ordre des personnes sur la liste. C'est une pré-élection pour ne pas laisser un bureau syndical, des responsables ou une fédération déterminer l'ordre des personnes qui sont sur les listes. On fait ça depuis maintenant deux élections et ça va devenir pour nous une obligation, une manière statutaire de présenter une liste pour chaque élection.

Philippe Grignard (Ph.G.) Cela a comme avantage de donner une délégation qui se remet en question deux fois: une première fois quand on fait le poll, et ensuite quand on est soumis aux élections de l'ensemble du personnel. Ça fait participer les gens à la campagne déjà dès le début du processus électoral, donc le débat est lancé dans l'atelier. Cela nous distingue des autres organisations qui ne le font pas.

Quels seront les principaux enjeux des élections sociales?

Ph.G. On a deux gros problèmes chez Caterpillar. C'est le fait qu'on a, depuis quelques années, des contrats à durée déterminée de façon structurelle. On voudrait tenter d'en finir avec ça. On ne peut pas accepter qu'il y ait des jeunes qui entrent et que, après un, deux ou trois ans, on les jette dehors. L'autre gros dossier, c'est comment on va terminer nos carrières. Maintenant, il y a des prob-

lèmes concrets directs à l'atelier. C'est une usine qui bouge tout le temps, il y a constamment des menaces de délocalisation, de sous-traitance. Donc, là, on doit être attentifs, observer les choses.

A.C. Et puis, il y a tous les combats qu'on a fait depuis maintenant plus de 15 ans sur la protection de la sécurité sociale, par exemple, sur la problématique des pensions et toute la problématique de la protection des délégués. Parce qu'on essaie aussi de faire participer les travailleurs sur ce problème-là qui est un problème qui va devenir de plus en plus important dans les prochaines années.

Quel poids pensez-vous avoir dans les négociations puisque les décisions se prennent ailleurs?

A.C. Il est évident qu'une entreprise comme Caterpillar - qui est une multinationale avec une quarantaine de sites - s'organise au niveau de la production par rapport à la mondialisation. Quand vous bloquez une entreprise comme celle de Gosselies dans la boucle de l'organisation, si vous l'arrêtez, ça fait très mal. C'est vrai que, si on n'a pas en tant qu'organisation [syndicale] la même organisation en parallèle qui est capable de créer un rapport de force pour freiner les décisions, je pense que, dans une dizaine ou une quinzaine d'années, on aura des difficultés à revendiquer quoi que ce soit. Là, c'est toute la responsabilité de l'organisation au niveau du pays, de l'organisation de la CES au niveau européen et d'une organisation mondiale qui ne bouge pas trop, qui est rattrapée par tous ces mouvements altermondialistes.

On vous voit souvent prendre posi-

tion dans des combats qui dépassent le cadre de votre entreprise. Vous organisez aussi des formations pour vos affiliés. Vous pouvez en dire un peu plus?

A.C. En fait, depuis une quinzaine d'années, on s'est rendu compte que les formations qui sont données par la structure syndicale sont de très bonnes formations... On s'est rendu compte qu'on formait les délégués d'une manière technique, légale, on apprend tout ce qui est législatif, tout ce qui est code pénal, législation du travail. C'est bien de le faire, il faut savoir ça. Mais toute notre vie, on nous apprend à rester dans le cadre. Et dans ce cadre, on vous donne l'illusion que vous avez une certaine démocratie, que vous êtes libres. Et nous, toutes les formations qu'on met en place, c'est justement pour sortir du cadre, voir d'autres horizons.

Ph.G. L'idée, c'est d'offrir à nos militants des outils supplémentaires d'analyse. Même s'ils n'en retiennent que 10 ou 15%... Ils ne regarderont plus jamais un problème d'eau potable de la même manière qu'après avoir rencontré Petrella. Ils n'entendront plus parler de la dette du tiers monde autrement que depuis qu'ils ont ... ils ne sauront plus expliquer tout le mécanisme de la dette et tout ça, mais ce qu'ils ont retenu, c'est que, la dette, elle a déjà été remboursée, etc. ■

(1) La retranscription intégrale de cet entretien (qui aborde aussi des sujets tels que les mouvements altermondialistes, les contacts syndicaux internationaux ou l'implantation des syndicats à Caterpillar) est disponible sur notre site: www.sap-pos.org

dans les usines

...sauf à Arcelor Liège

Rencontre avec René WOZNIAK, délégué syndical FGTB
à ARCELOR Liège, division Jemeppe-Kessales.

PROPOS RECUEILLIS PAR NOTRE CORRESPONDANT MARANA GREG

Apparemment il n'y aurait pas d'élections sociales et syndicales à ARCELOR Liège, peux-tu nous expliquer?

R.W. En effet, et cela parce qu'ils se sont mis d'accord sur un certain nombre de mandats à redistribuer, tant en ce qui concerne les mandats des délégués syndicaux que ceux pour le Conseil d'Entreprise et le Comité de Sécurité et d'Hygiène. D'après les estimations, la FGTB sait bien qu'elle perdrait des mandats.

La CSC et la FGTB se sont mises d'accord entre délégations parce que le patron voudrait bien ne pas faire d'élections, et que, grâce à cela, on garderait un nombre de mandats supérieur à ce qui est légal. Selon la loi, une fois que la procédure est lancée, si aucun syndicat ne dépose de liste, il n'y a pas d'élections. Donc, cela permet d'avoir un nombre de mandats plus élevé que ce qui nous reviendrait normalement. Mais cela va impliquer beaucoup de problèmes, parce qu'on a plus d'interrogations qu'autre chose...

Quels sont les chiffres ? Paul Liakos, de la CSC, parle d'une répartition 65% - 35%... Qu'est-ce que cela représente comme mandats?

R.W. 28 pour la FGTB (au lieu de 43 en 2000). La CSC passe de 14 à 16, la CGSLB ne bouge pas: 1 mandat. Les chiffres concernent l'ensemble des mandats et les crédits d'heures qui en découlent. Pour le moment, il y a encore 36 délégués FGTB, donc 8 vont perdre leur mandat.

Comment expliquer un tel accord?

R.W. Cet accord est propre à la sidérurgie. Il y a accord avec le patron parce que ça lui qui permet de gagner deux jours de production. D'autre part, il dit qu'il préfère continuer le plan vers la fermeture du chaud avec des délégués qui sont déjà en place, qui sont déjà au courant des problèmes. Nous, à Kessales, on trouve complètement anormal, avec ce qu'on vit, de ne pas prendre l'avis des gens. Il faut vraiment les consulter.

Tout cela a été négocié par les Fédérations en front commun syndical. Cela a permis d'ailleurs à Paul Liakos de la CSC de monter à Bruxelles. Nous, on est une grosse délégation et on ne comprend pas qu'on se passe d'élections. Il est vrai qu'on aura un nombre de représentants supérieur à ce qui est légal, ce qui nous permettra globalement de travailler correctement. Mais c'est aussi dans l'intérêt du patron.

Comment réagissent la délégation et les travailleurs de Kessales?

R.W. Nous avons commencé à réagir parce que nous avons encore quatre délégués à Kessales. Nous avons encore 93% d'affiliés. On a bien travaillé. Et, de notre côté, on n'a pas peur d'aller aux élections, surtout avec la grève qu'on a faite au mois de novembre contre une restructuration à Kessales! Tout cela est fort arbitraire. Comment va-t-on désigner les délégués? En fonction du nombre de carnets? On veut bien que toutes les divisions aient les mêmes proportions... mais actuellement nous avons 4 délégués tout compris - la CSC 1 mais sans crédit d'heures (8 affiliés...) - et on a entendu



qu'on n'aurait plus qu'un mandat, 2 dans le meilleur des cas. Pour nous, ça ne va pas du tout.

Quelles vont être les conséquences de tout cela?

R.W. Pour nous, c'est baisser pavillon un peu trop vite. Nous trouvons cela scandaleux, surtout qu'on ne demande pas l'avis des gens. Pour le moment, les travailleurs ne sont pas encore avertis officiellement, même si un article de la Meuse en a parlé, en disant qu'il était inconcevable qu'il n'y ait pas d'élections avec la situation actuelle à Cockerill... On a l'impression qu'ils essaient de gagner du temps pour qu'il soit trop tard pour un recours éventuel. Les risques, ce sera face au patron: au point de vue légal, on n'a plus de protection. C'est la première fois qu'on ne fera pas les élections sociales. Parfois, on n'a pas fait les élections syndicales, mais sociales toujours. Et c'est grâce à celles-ci qu'on a une protection. Alors il va falloir ficeler tout cela sérieusement face au patron, d'autant plus qu'on n'a pas une grande confiance dans la direction française. Et, bien sûr, des délégués seront écartés... mais sur quels critères? ■

Depuis sa remarquable candidature aux élections présidentielles d'avril 2002, où il récolta près de 5% de voix, Olivier Besancenot fait beaucoup parler de lui et (surtout) de ses idées. Il est devenu en peu de temps l'une des figures emblématiques de la gauche radicale en France. Porte-parole de la Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR, organisation-sœur du POS) ensemble avec Roselyne Vachetta et Alain Krivine, tout en restant un simple salarié de La Poste, Besancenot sera de nouveau candidat lors des prochaines élections régionales et européennes. La Gauche a voulu en savoir plus sur ce que traduit le dénommé "phénomène - ou génération - Besancenot". PROPOS RECUEILLIS PAR FREDDY DEWILLE ET CHRIS DEN HOND

Montée de la gauche radicale en France

Un facteur nommé

BESANCENOT

Comment expliques-tu que la LCR soit passée de 2.000 militants à presque 5.000 aujourd'hui?

Olivier Besancenot: La Ligue a été la seule organisation politique à être en phase avec la radicalisation sociale à laquelle on assiste depuis plusieurs années: les grandes grèves en 1995 et le mouvement anti-mondialisation. Parallèlement, il y a une certaine radicalisation politique, qui se traduit par la percée électorale de l'extrême gauche. Lors des présidentielles, nous avons été les seuls à faire le choix de donner un visage jeune qui était en phase avec cette radicalisation de la jeunesse et du monde du travail. Il y a des luttes sociales qui sont animées aujourd'hui par des salariés assez jeunes, à la fois dans les entreprises du secteur privé - Pizza Hut, Mac Do', ... - et dans le secteur public - à La Poste, chez les cheminots, etc.

Au sein de la Ligue, ça a été difficile pour les "vieux" de transmettre le flambeau aux jeunes? Il n'y a pas eu un conflit de générations?

O.B: Non, il n'y a pas eu de conflit générationnel mais il n'y a pas eu non plus de passage de flambeau. On a essayé de dire: il y a un nouveau visage, mais c'est un visage supplémentaire. On a ainsi plusieurs porte-parole désormais. Ce n'est pas Alain Krivine qui passe le relais à Olivier Besancenot. Il y a Alain, Roselyne, Olivier et j'espère qu'il y aura bientôt une jeune femme travailleuse.

Le fait que tu es jeune, salarié et que tu ne sois pas un permanent a été déterminant ?

O.B: Pour moi, le fait que je puisse

rester facteur, salarié, c'était la condition pour être candidat. Nous essayons de prouver que la politique ne doit pas devenir un métier comme les autres, que l'on peut être à la fois un salarié et un militant politique. C'est cette démonstration qu'on veut continuer à faire. Il faut trouver d'autres personnes maintenant pour continuer sur cette lancée.

Est-ce que le mouvement altermondialiste a été important pour la nouvelle vague de jeunes qui adhère à la LCR?

O.B: Oui, si on entend par mouvement anti-mondialisation libérale un mouvement qui ne se limite pas simplement aux contre-sommets, mais qui est l'activité quotidienne dans les entreprises aussi. C'est les grèves dont je parlais tout à l'heure: Pizza Hut, Mac Do', les luttes pour les salaires, celles qu'on a eu contre les licenciements chez Danone, Michelin,

tout le monde, d'offrir un cadre spécifique à chacun et de trouver un cadre global pour tous.

Comment se définissent ces nouveaux adhérents à la LCR: comme trotskistes, marxistes ou simples révoltés?

O.B: Je pense que ce sont des gens extrêmement révoltés, séduits par des idées révolutionnaires, mais qui attendent d'être convaincus sur pas mal de choses. On a décidé d'ouvrir les portes de la Ligue et c'est pour ça qu'on a établi aussi des écoles de formation politique sur ce qui est l'histoire de notre courant, comment on envisage l'avenir, comment on peut réhabiliter un projet de société révolutionnaire. Moi-même, je me définis d'abord comme un révolutionnaire. Et je pense que la Ligue doit correspondre à cela: c'est l'organisation de ceux qui veulent changer la société.

"Une gauche anticapitaliste est possible"

SKF en Ile de France,... Toutes ces mobilisations, c'est contre la mondialisation libérale.

A la Ligue, on a maintenant des jeunes travailleurs précaires et des étudiants, en passant par des intellectuels et des syndicalistes plus vieux qui suivent la Ligue depuis plusieurs années et qui se disent: cette fois-ci, on va franchir le pas. C'est assez compliqué de répondre à

Je ne rougis pas du tout de l'étiquette trotskiste qu'on colle à la Ligue mais, quand je suis sur un plateau de télé, ce n'est pas la première chose que je vais expliquer. C'est de la vieille histoire. Comme dit Krivine, je me sens trotskiste face aux staliniens mais, dans ma génération, des staliniens, il n'y en a plus et c'est tant mieux. Appartenir à une organisation communiste anti-stalinienne, cela j'en suis fier.

Tu emploies souvent le mot *libertaire*, *socialisme-libertaire*, *communisme-libertaire*. Pourquoi?

O.B: Ces termes ont été un peu montés en épingle par les médias. Les médias en France ne comprennent pas pourquoi je me dis d'abord révo-

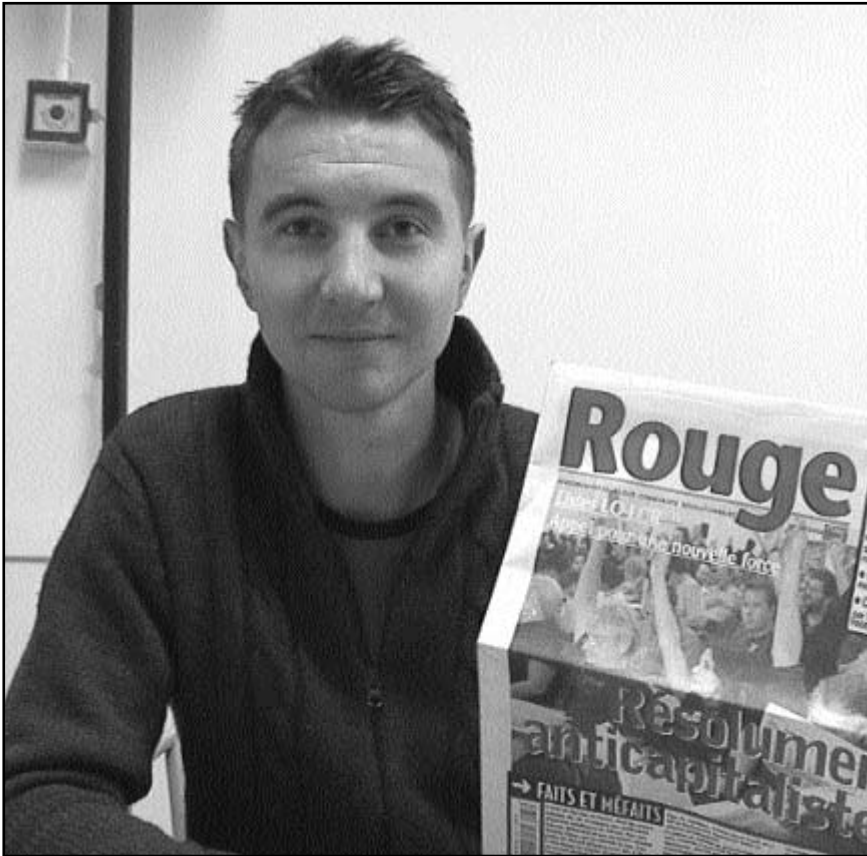


photo: Chris Den Hond

lutionnaire. Je prends toutes les expériences révolutionnaires en essayant de comprendre ce qui a marché et ce qui n'a pas marché. Dans ce qui n'a pas marché, je prends toutes les critiques qui peuvent être faites sur les révolutions, y compris la critique libertaire de la révolution russe. Celle-là, je pense qu'il faut l'assumer, comme la critique de Rosa Luxemburg de l'époque.

Dans l'actualité, en revanche, je pense qu'il y a des questions stratégiques qui se posent avec une actualité nouvelle dans le cadre du mouvement antimondialisation, qui est un peu victime de son succès parce que plus il se construit, plus il y a de nouveaux débats stratégiques qui se posent. Là, je pense qu'il y a des divergences avec des gens comme Negri et aussi avec une partie des conceptions des Zapatistes mexicains qui refusent de poser la question du pouvoir et qui, du coup, se cantonnent à rester un contre-pouvoir. La gauche libérale par contre s'intéresse beaucoup au pouvoir. Notre discours, c'est qu'il ne faut pas

laisser la gauche à Tony Blair, à Schröder, à Strauss-Kahn ou à Fabius.

A partir des expériences concrètes, on arrivera à avoir des nouvelles

idées sur le contrôle ouvrier, sur la démocratie, sur la question de la gratuité, sur les questions de démocratie participative, sur le pouvoir politique. Ce n'est pas le pouvoir en tant que tel qui nous fascine. Ce que nous voulons, c'est que les gens eux-mêmes puissent pouvoir changer les choses.

Après tes premières apparitions dans les grands médias, les sondages sont montés en flèche. Les médias sont-ils importants... et dangereux?

O.B: Dangereux, oui parce qu'ils soufflent le chaud et le froid et qu'ils peuvent soit "te faire disparaître" soit te discréditer. Nous essayons de calibrer notre intervention médiatique. D'où la nécessité d'avoir plusieurs porte-paroles. Le plus important pour nous, c'est que ce soit la Ligue en tant qu'organisation politique qui soit connue par ce qu'elle fait au quotidien. Pour l'instant, on y arrive plutôt bien. Mais c'est toujours "à la limite". Il faut savoir s'adresser à des millions de personnes et ce n'est pas du tout la même chose que de s'adresser à des dizaines ou des centaines de personnes. Il faut savoir expliquer simplement des choses qui ne sont pas évidentes. ■

Il faut se mobiliser à l'échelle européenne

En Europe, il y a une certaine forme de recomposition de la gauche radicale qui connaît des succès dans certains pays - sauf en Belgique...

O.B: Je ne peux pas donner d'avis pour la Belgique parce que je n'ai pas les moyens de juger. Je crois que la seule issue est la coordination de ces organisations de la gauche radicale au niveau européen. Cette coordination représente un espoir pour tout le monde qui modifierait les rapports de force.

Ce qui se passe au niveau européen pousse à la radicalisation. Le problème, c'est que, dans chacun de nos pays, il y a une course de vitesse engagée entre une radicalisation sociale et politique sur des bases anticapitalistes, solidaires, de lutte de classes et, de l'autre côté, une importante poussée de l'extrême droite, sur des bases chauvines, nationalistes. C'est donc à l'échelle européenne qu'il faut être capable de se mobiliser.

Et il faut également affirmer que, dans le cadre du mouvement anti-mondialisation, il y a également une aile politique, un correspondant politique, qui essaie de prouver qu'une gauche anticapitaliste est possible. C'est ainsi qu'on pourra s'aider mutuellement à faire avancer les choses. ■

Médiatisation, "effet Besancenot", arrivée de nouveaux militants, crise de la gauche traditionnelle, multiplication des luttes sociales, ... Autant de facteurs qui entraînent une série d'évolutions à la LCR, tant au niveau de son organisation interne que par rapport à ses stratégies politiques. Pour dresser le portrait de la Ligue *génération Besancenot*, nous nous sommes tournés vers Alain Krivine, député européen LCR. PROPOS RECUEILLIS PAR CHRIS DEN HOND

Un nouveau DYNAMISME à la Ligue

Comment définirais-tu le contexte socio-politique en France et, dans ce cadre, la montée de la LCR?

Alain Krivine: Il y a deux facteurs qui se combinent. Il y a une attaque sans précédent de la droite et du patronat. C'est une politique européenne également: la remise en cause des droits sociaux. Une partie de la classe ouvrière et de la jeunesse réagit de manière très radicale et très massive comme on l'a vu lors des grandes grèves en mai-juin 2003 sur les retraites. Et tandis que toute une partie du mouvement social se radicalise, les grands partis ouvriers vont plutôt à droite. La social-démocratie se social-libéralise, le reste des communistes se social-démocratise et les verts s'institutionnalisent. Du coup, il y a un espace pour la gauche anticapitaliste. C'est l'aspect essentiel qui explique la montée de l'extrême-gauche en France. Là-dessus se greffe l'effet Besancenot, un jeune salarié. Les gens ne disent pas "Olivier Besancenot", ils disent "le facteur".

Comment gérez-vous l'intégration des nouvelles vagues d'adhérents ?

A.K.: Il y a eu trois vagues d'adhésion depuis les élections présidentielles en 2002. Après les présidentielles, c'était vraiment l'effet Besancenot et c'était surtout des jeunes. Ensuite il y a eu une vague d'adhésions pendant la lutte contre la guerre en Irak. Là, c'était des jeunes et des "vieux". Et aujourd'hui, c'est plutôt des "vieux", des syndicalistes qui tirent le bilan des grandes grèves de mai-juin-juillet 2003 qui ont échoué. Du coup, ça donne un pluralisme culturel comme on n'en a jamais connu à la Ligue. Nous n'avons plus les mêmes critères de recrutement qu'auparavant. Ce n'est plus un parcours du combattant pour entrer à la Ligue. Mais il y a une contradiction. On reste petit,

quelques milliers de membres, mais qualitativement, c'est déjà un petit parti de masse. Cela donne un nouveau dynamisme à la Ligue. En même temps, cela nous oblige à modifier notre fonctionnement: il n'y a plus de pseudonymes, plus de stage avant de devenir militant. Mais nous devons aussi assumer une formation politique solide, sinon le moindre détour tactique va causer le mal de mer. On a ouvert les portes, mais on ne peut pas dire qu'on maîtrise tout. Donc notre défi actuel c'est de modifier le fonctionnement interne de la Ligue pour qu'il soit adapté aux nouveaux,



pour qu'ils se sentent bien, pour qu'ils sentent que c'est leur parti.

L'alliance électorale LO-LCR, c'est un choix stratégique pour l'unité des révolutionnaires ou est-ce un simple accord tactique?

A.K.: Il y a eu un véritable débat à notre Congrès, 25% des délégués ont voté contre l'accord avec Lutte Ouvrière (LO). Il faut inscrire cet accord dans le cadre d'une politique plus large de la Ligue qui vise à construire en France et ailleurs de grands partis anticapitalistes, mais qui ne seront pas forcément - au niveau programmatique - marxiste-révolutionnaires. Notre idée c'est de pousser vers ce grand parti anticap-

italiste dans lequel il peut y avoir des courants, des tendances. Nous voulons être une telle tendance en son sein. Mais la frontière doit être claire: rupture avec le capitalisme. Il n'y aura pas de place pour des réformistes, pour la gauche plurielle et toutes ces conneries. Il nous faut des partis clairement anticapitalistes. Qu'une bonne partie des gens dans ces partis n'aient pas une vue totalement achevée sur le processus révolutionnaire, la prise de pouvoir, etc. - qui aurait la prétention d'avoir la vérité suprême d'ailleurs... - est un peu logique après tout ce qui s'est passé.

L'alliance avec LO est donc une alliance entre deux groupes marxistes-révolutionnaires, trotskistes, qui sont prêts à travailler ensemble. Cela représente pour nous une étape nécessaire mais pas indispensable. LO n'est pas d'accord avec ce projet de grand parti anticapitaliste par exemple. LO est pour "l'unité des trotskistes", et même pas dans tous les cas. Selon nous, l'unité des trotskistes ou des révolutionnaires est beaucoup trop limitée, mais pour le moment nous sommes les deux seules organisations à travailler ensemble sur des objectifs très importants face à la droite et à la gauche plurielle. Ce n'est pas rien.

Un succès LO-LCR dans les élections et dans l'action ne peut que profiter aux courants les plus ouverts, donc à la LCR. Si nous récoltons des millions de voix, ce ne sera pas des voix pour le trotskisme sui generis, cela signifiera une poussée vers un grand parti anticapitaliste. Nous avons un puissant mouvement social radical, mais qui est orphelin d'un débouché politique. Nous n'avons pas la prétention que la LCR et Lutte Ouvrière représentent ce débouché politique. ■

Union Européenne

L'autre IMPÉRIALISME

On se souvient des semaines qui ont précédé l'invasion par l'armée étatsunienne de l'Irak : la France et l'Allemagne parvenaient à construire une coalition avec la Russie (et avec une Chine plus réticente), isolaient et battaient le gouvernement des Etats-Unis au Conseil de sécurité de l'ONU, devant une opinion mondiale médusée. Dans la foulée, ils bloquaient, à l'Otan, l'engagement militaire de la Turquie. Si Bush a gagné la guerre en Irak, politiquement et "moralement", c'est pour lui un désastre. Jusqu'à aujourd'hui, et malgré l'arrestation de Saddam Hussein, la corrélation des forces politiques et idéologiques lui est restée défavorable. Ce qui, au départ, était de l'opportunisme électoral (Schroeder) ou politico-culturel (Chirac) a eu un impact considérable et durable. Il y avait certainement un pari politique. Le résultat n'étant pas garanti d'avance, seule l'action pouvait révéler les évolutions latentes et contradictoires à l'œuvre dans le dispositif impérialiste global.

Mais la preuve est là: au moment où la superpuissance étatsunienne atteint sa posture "globale", l'Europe se dégage de son emprise cinquantenaire (depuis 1945). La multiplication tous azimuts des frictions "transatlantiques" prend aujourd'hui une dimension politique forte: la nouvelle stratégie suprématiste des Etats-Unis (qui date d'avant la présidence de Georges W. Bush) se confronte à une Europe dont l'objectif est précisément le passage d'une économie forte à un proto-Etat supranational (européen).

Ce nouvel aspect de la situation mondiale n'est pas ou peu perçu et encore moins décrit ou analysé, dans sa double dimension: les limites et les contradictions de la superpuissance étatsunienne; l'émergence de

l'autre impérialisme, européen, qui se dote d'un appareil d'Etat supranational à la mesure de sa force économique.

Il faut rappeler que l'Union européenne (UE) est un géant économique et financier, une structure impérialiste dense héritée des plus vieux pays colonisateurs, avec une tradition militariste millénaire. Sur cette base économique élargie et renforcée, les grands groupes européens (regroupés dans l'ERT, la table ronde des industriels) se sont mis d'accord, dès le milieu des années 1980, pour avancer vers un marché unique et, dans la foulée, créer une monnaie unique (l'euro). A partir de là, la formation d'un Etat européen a débuté, pas à pas, non sans difficultés, mais consciemment. Malgré le discours des "euro-euphoristes", le processus n'a rien d'automatique. Tout progrès substantiel implique un transfert de prérogatives nationales.

Les classes dominantes et leurs appareils étatiques ont une longue histoire d'affrontements derrière eux. L'UE reste traversée de contradictions de toutes sortes. Cela n'est pas compensé par une conscience européeniste de masse ou une base solide dans une bourgeoisie européenne unifiée. Les politiques néolibérales antisociales des vingt dernières années ont miné toute légitimité populaire "moderne".

MALENTENDUS

Il y a deux malentendus. D'abord, l'Etat supranational ne sortira pas d'un seul coup, d'un "grand chambardement" ou d'un soudain accord général entre les Etats. Son mode d'avancement se déroule devant nos yeux: c'est un processus accidenté dont la crise est le levier. L'appareil d'Etat supranational qui se met en place n'est pas et ne sera pas la

copie de la structure de l'Etat national que nous connaissons. Attendre son avènement ou attendre la prochaine crise qui mènerait à l'effondrement ou à l'éclatement, c'est se leurrer. Le développement de l'UE consiste en une série de batailles pour des objectifs déterminés où le rapport de forces, la hiérarchisation des pays membres, les opportunités tactiques ou de grands événements jouent un rôle déterminant. Le mécanisme tient parce qu'il y a de gros intérêts en jeu. Parce que chaque pays trouve son avantage grâce au renforcement de l'UE.

C'est cette "gouvernance", taillée sur mesure, qui permet à l'UE actuelle de s'imposer dans l'arène mondiale, pour la première fois depuis plus de cinquante ans. Et, à l'intérieur, de posséder une mécanique institutionnelle qui brise, par en haut, les acquis sociaux de cent ans de lutte de classe gagnés dans chaque pays membre. L'adoption de la Constitution des Giscard, Schroeder, Blair et Prodi vise à consolider cette armature institutionnelle, issue de ce rapport de forces. La crise actuelle - mais sans doute, récurrente - au sein du bloc "transatlantique" est du pain béni pour l'UE. Pour la première fois depuis des décennies, les opinions publiques européennes se détournent massivement des Etats-Unis. Les hautes sphères en Europe ne manqueront pas d'exploiter l'image d'une UE "alternative", faisant contrepoids à l'"Amérique".

Du point de vue du capital, l'UE est un très grand succès. Du point de vue du travail, c'est un désastre. L'UE est un vrai danger. Malheureusement, il est à peine perçu, pas pris en compte, sous-estimé. Sans renverser cette tendance, on ne prendra pas la mesure de la situation et l'effort politique à entreprendre. ■

IRAK

une guerre à vendre

La "guerre globale contre le terrorisme" et la globalisation néolibérale puisent à la même source et cette identité commune s'illustre à la perfection en Irak. Si l'occupation militaire néocoloniale veut faire de ce pays - sur le dos de ses habitants - une sorte de paradis capitaliste, l'Irak est d'ores et déjà une terre de prédilection pour les entreprises militaires privées. PAR ATAULFO RIERA

Le Pentagone a fait largement appel aux entreprises militaires privées, les Private Military Corporations. La "guerre globale contre le terrorisme" est bien entendu une aubaine inestimable pour elles. Rien que pour l'année 2003, le Pentagone aura dépensé 25 milliards de dollars en contrats avec les entreprises militaires privées, soit plus du double par rapport à l'année 2002.

DU QG AUX LATRINES

Ces nouvelles entreprises de mercenariat n'ont plus grand chose à voir avec leurs ancêtres des années '60 et '70. Ce sont aujourd'hui des entreprises "respectables" qui ont pignon sur rue et sont cotées en Bourse. La globalisation néolibérale des années '90 les a en effet transformées en de véritables multinationales géantes. Leur chiffre d'affaires annuel est estimé à 100 milliards de dollars. Ces moyens financiers importants ont complètement bouleversé la nature de leurs activités. Les services de gardiennage, de troupes de combat ou de gardes du corps ne constituent plus qu'une partie de leurs activités; elles couvrent désormais la totalité de l'éventail des tâches militaires, depuis le haut commandement (en employant des officiers généraux à la retraite grassement payés) jusqu'à la roulante (la cantine) et la construction de latrines, en passant par la planification, l'entraînement, les renseignements, la gestion du matériel électronique, etc.

Irak, la poule aux oeufs d'or

Pendant la première Guerre du Golfe, une dizaine d'entre elles étaient déjà présentes sur le théâtre d'opérations

et l'on comptait un employé de ces firmes pour 100 GI's. Aujourd'hui, elles sont une trentaine en Irak avec plus de 20.000 employés occidentaux et quelques milliers d'Irakiens "en sous-traitance". Il y a ainsi aujourd'hui 1 employé militaire privé pour 10 soldats conventionnels. Leurs fonctions en Irak sont multiples: Eriny protège les installations pétrolières, Global Risk fournit les gardes du corps des membres du Conseil gouvernemental irakien et DynCorps entraîne la police irakienne. Quant à Vinnell Corporation, une filiale de Northrop Grup, l'un des mastodontes du complexe militaro-industriel US, elle a décroché un contrat de 48 millions de dollars pour entraîner la nouvelle armée "irakienne".

Mais la plus importante d'entre toutes est la Kellogg Brown and Root (KBR). C'est elle qui, en sous-traitant le travail à l'entreprise Boots and Coots, avait empoché le juteux contrat d'extinction des puits pétroliers incendiés mais aussi leur réparation. C'est elle, surtout, qui a raflé le gros lot en assurant l'alimentation de la totalité des troupes US (approvisionnement, préparation, cantines)⁽¹⁾, l'intégralité des services de blanchisserie et du service postal ainsi que les transports logistiques à l'intérieur du pays. Elle

assume également de multiples tâches de construction (celles des bases de GI's; des baraquements; la réparation des palais présidentiels, la construction de ponts) traditionnellement dévolues aux services du Génie de l'armée.

Le fait que la meilleure part du gâteau lui a été pratiquement attribuée sans appel d'offre n'est pas surprenant. Kellogg Brown and Root est en effet une succursale d'Halliburton, l'entreprise géante de services pétroliers dont l'ancien directeur exécutif (1995-2000) n'est autre que l'actuel Vice-président des Etats-Unis, Dick Cheney.

Impunité

L'utilisation de ces entreprises militaires privées est une bonne affaire pour l'impérialisme étatsunien et ce à plus d'un titre. Le fait qu'elles permettent d'affecter plus de troupes aux unités combattantes et de maintenir un effectif militaire global relativement bas a aussi des avantages politiques non négligeables. Cela permet, entre autres, de contourner les quotas votés au Congrès des Etats-Unis qui plafonnent l'effectif total des troupes US pouvant stationner dans les pays étrangers. En Irak, l'augmentation graduelle des effectifs militaires privés permet ainsi à

(1) Au cours d'une conférence donnée le 20 novembre 2003 à l'Association des Opérations Internationales de Paix [sic] - IPOA, un lobby qui rassemble les principales firmes militaires privées - Robert Herndon, vice-président de Kellogg Brown and Root, a déclaré que les soldats en Irak avaient droit à "une alimentation saine, équilibrée et même savoureuse". Il semble que ce ne soit pas tout à fait l'avis de ces soldats dont l'exaspération est telle qu'un rapport du Département de la Défense décrit cette nourriture comme étant "sale", tout comme les cuisines où elle est préparée. Du sang, des taches de saleté, des végétaux et de la viande en décomposition ont été signalés à plusieurs reprises dans l'alimentation "savoureuse" concoctée et servie par les employés de la KBR. Selon ce rapport, malgré de nombreux avertissements, aucune amélioration n'est survenue. Il y a des mutineries qui se perdent...

L'Administration Bush de ne pas augmenter (voir d'en retirer une petite partie comme elle l'annonce pour 2004) leur contingent conventionnel, évitant ainsi de donner l'impression à leur opinion publique qu'elle s'embarque dans une nouvelle guerre du Vietnam. De plus, ces entreprises ne sont responsables devant aucune instance démocratique; elles sont uniquement tenues par leurs contrats (aux clauses souvent secrètes) avec le Pentagone. Elles peuvent donc opérer en toute impunité et, dans le cas d'une guerre contre-insurrectionnelle comme en Irak, pratiquer sans soucis toutes les méthodes de la "sale guerre" (tortures, "disparitions", assassinats "ciblés"...). En cas de dénonciations de ces actes, les

autorités étatsuniennes pourront s'en laver les mains et nier toute responsabilité. Pour la résistance irakienne, il n'y a - à juste titre donc - aucun doute que ces entreprises et leurs employés sont des objectifs militaires parfaitement légitimes. Il est donc plutôt déplacé de crier au "terrorisme" lorsque l'on annonce des victimes occidentales "civiles" en Irak. Dans la plupart des cas, il s'agit de ces "nouveaux mercenaires". KBR a déjà vu plusieurs de ses employés tués, ainsi que plusieurs de ses "sous-traitants" [sic] irakiens, sans compter les blessés. Et ses convois sont la cible d'attaques croissantes.

Privatisation de la guerre?

L'existence de ces multinationales de

la guerre, l'érosion du monopole de la violence aux mains de l'Etat à travers l'externalisation et la sous-traitance croissantes des services et des tâches militaires n'impliquent pas pour autant l'avènement de guerres totalement privatisées. Mais l'Irak constitue un véritable laboratoire. Plutôt qu'un signe supplémentaire de l'affaiblissement-disparition généralisé des Etats, cette tendance exprime surtout un affaiblissement du - déjà bien faible - contrôle politique et démocratique des citoyens sur le militaire. ■

C'est clair et Net sur:

<http://lunaville.org>

<http://www.iraqwar.ru>

<http://www.geenoorlog.be>

Depuis l'été 2003, une reprise économique importante est en cours aux Etats-Unis. Elle serait de 4% l'an au cours du premier semestre de 2004 et simultanément, comme le prévoit l'étude de l'ONU publiée le 14 janvier, la croissance économique mondiale serait de 3,5% cette année. Des différences existeront bien sûr: à côté de 8% pour la Chine, on envisage 2,6% pour le Japon et 2,25% pour l'Union européenne, gênée par la baisse du dollar. PAR GEORGES DOBBELEER

Reprise économique en 2004 ... et ensuite?

Cet optimisme est-il artificiel et basé sur la volonté de Bush de gagner les élections de novembre 2004? Son cadeau fiscal aux Américains et le gonflement des dépenses lié à la guerre en Irak ont relancé l'économie mais le déficit budgétaire américain, même atténué dès 2005, peut compromettre la reprise.

La résorption du chômage amorcée, sensible en automne, est redevenue modeste en décembre parce que les investissements des entreprises n'ont jusqu'ici connu qu'une hausse assez faible.

Face à cette analyse, le FMI lui-même critique la politique fiscale de Georges Bush dont les effets pervers seront vite évidents.

Le Monde du 5 janvier, dans un supplément intitulé "2004, l'année du rebond" a interviewé Jacques Attali, ancien conseiller de François

Mitterrand. Sa vision se base avant tout sur une confiance sans réserve dans la capacité du système capitaliste à s'auto-réguler à éviter les crises économiques.

Il commence par admettre le caractère artificiel de la croissance américaine, liée à l'élection présidentielle mais il continue son analyse par une vision plus qu'euphorique. Il écrit: "Globalement, le monde a devant lui un agenda de croissance fabuleux. Trois grandes vagues technologiques se présentent: la révolution des télécommunications, la révolution biotechnologique, avec ses implications en particulier dans l'agriculture. Enfin, les nanotechnologies. Sauf à coups, on peut tabler sur une croissance durable de 4% par an du produit mondial brut."

Les seuls "grains de sable" envisagés sont les virus comme celui du SRAS et d'autres maladies ou encore le

terrorisme. On assistera peut-être "à une succession d'à-coups avant un très grand boom économique. Nous sommes devant un potentiel de croissance considérable: il tient à l'arrivée sur le marché de 2,5 milliards d'hommes: la Chine, l'Inde et le Brésil feront figure de locomotives."

Il précise encore pour les Etats-Unis "une perspective de croissance folle: quarante ans de croissance sont possibles."

Dans tout cela, aucune critique du coût social de la croissance n'est évoquée. Sans doute l'analyse des ondes longues du capitalisme développée par Ernest Mandel rend plausible une période prolongée de prospérité mais des dizaines de millions de laissés pour compte seront là pour rappeler que capitalisme, misère et aliénation sont indissociablement liés.

Attali l'a-t-il oublié? ■

Le procès "Dutroux et consorts" est bel et bien là. Mais dans quelles conditions et, surtout dans quel objectif ? La vérité, et rien que la vérité ? Ou une opération-marketing destinée à mettre un terme, dans les consciences collectives, à l'une des crises les plus graves qu'ait traversé l'Etat bourgeois belge ? Entretien avec Freddy Dewille, co-fondateur et co-animateur de "l'Observatoire citoyen".

INTERVIEW PAR ATAULFO RIERA

Procès DUTROUX et Cie: Beaucoup de bruit pour RIEN?

Quel est ton point de vue sur le procès, tant sur le fond que sur la forme de celui-ci?

Freddy Dewille: Il n'y a pas beaucoup d'illusions à se faire. Il y aura quelques lambeaux de vérité qui vont émerger, mais pas la vérité. Dans le dossier, et tout au long de l'enquête, on a tout focalisé sur Dutroux. Tout ce qui "dépassait" (la fameuse piste des réseaux par exemple) a été raboté et enfermé dans des dossiers "bis" dont le juge qui en a la charge a déclaré très vite que Dutroux n'était qu'un "pervers isolé".

Un exemple du caractère tronqué et incomplet de l'enquête: sur les 800 cheveux retrouvés chez Dutroux, on a procédé à l'analyse ADN d'à peine 5% d'entre eux... Dans la "cache" où étaient enfermées les fillettes, des traces d'ADN mélangées avec celles des victimes n'ont toujours pas fait l'objet de recherches approfondies...

Une chose est claire en tout les cas; ce ne sera pas le procès de l'Etat belge, encore moins celui du système capitaliste. En focalisant tout sur le "pervers" Dutroux, on veut consciemment faire oublier que le plus grand fautif, c'est l'Etat et ses institutions judiciaires et policières ainsi que le fonctionnement néo-libéral de la société. Or, la soif du profit est aussi à la base de tout ce drame: Dutroux était un véritable homme d'affaires. Et les institutions ont clairement démontré leur faillite et leur caractère de classe. Lorsqu'une caissière se trompe dans ses calculs, on lui retient sur son salaire. Ce n'est apparemment pas la même chose quand il s'agit de la direction de la

gendarmerie ou de l'appareil judiciaire.

Aujourd'hui, ils veulent au contraire utiliser le procès pour mettre un point final à toute critique de ce genre et ils ne lésinent pas sur les moyens pour redorer leur image: nouveau Palais de Justice transformé en forteresse, hélicoptères, il ne manque qu'un sous-marin. Bref, c'est du faste, du grand cinéma.

Les parents Russo et Lejeune refusent de participer au procès...

F.D.: Les parents ont très bien expliqué leur point de vue - à lire sur le site internet www.julielissa.be. Sans vouloir prétendre dire ce qu'ils pensent, cette forme de non-participation est une sorte de stratégie de rupture afin de ne pas cautionner un procès qui ne sert qu'à redorer le blason des institutions et qui n'évoquera de plus que partiellement ce qui s'est réellement passé avec Julie et Mélissa - et ce alors qu'elles sont les figures emblématiques de l'affaire. Mais cela ne veut pas dire qu'ils seront totalement "absents"; ils seront comme toujours vigilants, entre autres pour empêcher que ce soit ne parle en leur nom.

Que sont vos objectifs?

F.D.: L'Observatoire rassemble une série de personnes de milieux très divers; Vincent Decroly (ex-député); le psychiatre Jean-Yves Hayez; Carine t'Kint (présidente de la Coordination des comités blancs); Guy Poncelet (procureur du Roi honoraire de Tournai); Gaston Schoonbroodt (prêtre-ouvrier); Marie-Jeanne Van Heeswyck (journaliste); Alain Tondeur (auteur de "La Crise Blanche" (1))...

Par des activités et des publications

(2), nous voulons souligner les enjeux judiciaires, mais également citoyens et politiques du procès, analyser tout ce qui se dit et se fait. Nous avons un local sur place et ferons tous les jours une analyse détaillée, des conférences de presse, des débats.

Il y a tout un travail à faire vis-à-vis des médias. Il y aura 1.200 journalistes étrangers, beaucoup ne connaissent rien à l'affaire et il ne faudrait pas qu'ils se basent seulement sur les médias belges. Mis à part le Journal du Mardi, très peu de ces derniers ont eu le courage de faire de bonnes analyses; il y a clairement un hold-up de l'information. On sent qu'ils essayent de tronquer et de biaiser les choses pour ne pas poser les questions dérangeantes. Par nos analyses, nous voulons aussi les mettre sous pression. Nous préparons également des activités, des mobilisations citoyennes et symboliques, avec des délégations de travailleurs par exemple, comme les sapeurs-pompiers qui avaient "arrosé" avec leurs lances à eau les Palais de Justice après le fameux "arrêt-spaghetti" qui avait désaisi le Juge Connerotte. ■

C'est clair et Net:

<http://www.observatoircitoyen.be>

<http://www.julielissa.be>

(1) Alain Tondeur "La Crise Blanche. La Belgique du chagrin à la colère". Edition Luc Pire-Fondation Léon Lesoil, Bruxelles 1997. (2) "Clés pour le procès Dutroux, Nihoul, Martin, Lelièvre. Aide-mémoire et réflexions citoyennes". Editions Couleurs Livres, 2004.





Février 2004: la sonde US Spirit débarque sur Mars...
(Indymedia Italie)

Dans l'Agenda

SAMEDI 13 MARS - 9H30 - 17H30.

Bruxelles, Salle Helder Camara (CSC), rue Pletinckx 18, 1000 Bruxelles.

Pour une globalisation des droits sociaux

Journée d'étude sur l'Union européenne, la sécurité sociale et le dumping social

Avec e.a; Robert Went, Francine Mestrum, Stephen Bouquin, Guy Tordeur, René Stroobant

Org: Attac-Belgique

SAMEDI 20 MARS - 14H00.

Bruxelles - Gare du Nord

Manifestation nationale contre la guerre et l'occupation de l'Irak et pour la Palestine

Après la manifestation: grande vente de livres au profit de La Gauche à l'Espace Marx (4 rue Rouppe, 1000 Bruxelles)

Org: Coordination anti-guerre "Initiative du 20 mars"

DU 14 AU 17 AVRIL

Bruxelles - Au Beursschouwburg et aux Halles de Scharbeek

BRussels Tribunal - Dans la tradition du Tribunal Russel sur les crimes de guerre US au Vietnam, un Tribunal symbolique constitué de personnalités académiques, intellectuelles et militantes analysera la politique de guerre impérialiste des Etats-Unis. Avec e.a. Immanuel Wallerstein, Samir Amin, Ramsey Clark, Scott Ridder, Sabah Al Mukthar, Michael Parenti...

Org: *BRussels Tribunal* (www.brusseltribunal.org)

DEADLINE POUR LES PROPOSITIONS ET LA REMISE D'ARTICLES

Le Comité de rédaction de La Gauche se réunit lundi en début du mois au 20 rue Plantin, 1070 Bruxelles. Les propositions d'articles doivent y être soumises et la remise des textes doit se faire au plus tard deux semaines après. Le deadline pour le numéro d'avril est donc le 15 mars.

Mais c'est quoi ce magnifique journal?

Au cours de ma petite vie, s'il y a un jour à marquer d'une pierre blanche, c'est bien celui-ci. En quelques minutes, mon ardeur militante s'est vue décuplée devant une découverte prophétique... Tout a commencé ce matin, quand ma main s'est posée sur une publication de 24 pages, titrée de huit belles lettres: LA GAUCHE...

PAR LÉA DRUNECCINO

La Gauche... Tiens, ça me rappelle quelque chose... Mais oui, c'est ce journal d'une pertinence rare, d'une capacité d'analyse si fine et d'un marxisme si soutenu... C'était la publication du POS que je n'avais plus vue depuis si longtemps! Je croyais que ça n'existait plus le POS, La Gauche et tout ça. Ils ont certainement dû retrouver une nouvelle vigueur. Peut-être ont-ils même changé de locaux [ndlr: pas loin, juste en face des anciens], renouvelé leur matériel, relancé leurs activités...

Jetons un p'tit coup d'oeil pour voir s'ils n'ont pas baissé de niveau... Pas mal la couverture, jolies couleurs... Et la mise en page, waou! Ils ont fait de sérieux efforts au niveau du graphisme pour atteindre ce résultat [ndlr: merci Jocelyne]. Et le contenu?

Tiens, en page 2, Alternatives... Je suppose que cette rubrique est destinée à faire connaître une initiative intéressante ou à donner la parole à un/e militant/e progressiste, pas forcément du POS, ce qui confirme l'esprit d'ouverture bien connu de ce parti. Si ça se trouve, leur comité de rédaction est même ouvert à quelques "invités extérieurs".

Pages suivantes... Voilà toutes les "petites rubriques" qu'on relègue d'habitude à la fin des journaux. Pas mal cette volonté de reconnaître l'importance du féminisme, de l'écologie ou de la culture en plaçant ces rubriques en début de journal.

Ah chouette! Une bonne analyse marxiste de la "restructuration" de Ford Genk. Je vois qu'ils ne perdent pas leur talent... Et un écho des procès des collectifs par un militant de terrain. Quel professionnalisme!

Ouf! La Gauche n'a pas laissé tomber ses fameuses rubriques syndicales et internationales; même si elles sont en fin de journal, elles sont toujours aussi bien remplies.

Je parie que, si la rubrique Débats se retrouve en pages centrales, c'est pas par hasard. Comme je connais le POS, ils ont certainement voulu porter l'accent sur la confrontation de points de vue dans un débat constructif. C'est vrai que, à l'heure où les forces progressistes se réunissent un peu partout au sein de forums sociaux ou à l'occasion de contre-sommets, il est assez pertinent de contribuer à la dynamique de convergence des gauches de cette façon.

Décidément, La Gauche n'a rien perdu de son intérêt... Je pense bien que je vais me réabonner... ■

sommaire

ALTERNATIVES	2
EDITO	3
ECO-LOGIQUE	4
■ Des nouvelles de la planète	
REBELLES	5
■ Et si on parlait entre filles?	
CA SE PASSE PRÈS DE CHEZ VOUS	6
■ Qui a peur de Clear Channel?	
■ Les sarcophages du 6e continent	
CAPITAL(CYN)ISME	8
■ Ford-Genk	
PLANÈTE SANS VISA	10
■ Semira Adamu et le CCE en procès	
DEBATS	12
■ Quelle tactique électorale pour la gauche état-unienne?	
SYNDICATS	14
■ On vote dans les usines	
EN COUVERTURE	16
■ Un facteur nommé Besancenot	
EUROPE	19
■ L'Autre impérialisme	
INTERNATIONAL	20
■ Irak. Une guerre à vendre	
PERSPECTIVES ECONOMIQUES	21
PROCÈS DUTROUX	22
AGENDA	23
L'IMAGE	